



QUALIFICATIONS MONDIAL 2026 : ALGÉRIE 2 - 1 OUGANDA

LES VERTS TERMINENT SUR UNE BONNE NOTE

Page 24

LE JEUNE

N° 8315 MERCREDI 15 OCTOBRE 2025

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

INDÉPENDANT

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

L'ANIE fixe les modalités

Page 3

MERCENAIRES EN LIBYE

L'ALGÉRIE HAUSSE LE TON À L'ONU

Lors de la séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Libye, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, s'exprimant au nom du groupe africain A3+, a livré une intervention ferme et nuancée, appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour accompagner la Libye sur le chemin de la stabilité et de la souveraineté retrouvée.

Page 3



CNAS

La greffe de foie prise en charge

Page 2

ALGÉRIE - ESPAGNE

La coopération sécuritaire renforcée

Page 3

1 MILLION D'ARBRES À PLANTER EN 24 HEURES

Une campagne historique de reboisement

Page 4

Acquisition d'un
appareil IVUS de
dernière génération

LE SERVICE de cardiologie et de chirurgie vasculaire de l'établissement public hospitalier (EPH) de Tipasa a été récemment renforcé par un appareil d'imagerie intravasculaire (IVUS) de dernière génération. C'est ce qu'a annoncé un communiqué du directeur de l'hôpital public de Tipasa ainsi que du chef du service de cardiologie et de médecine vasculaire, à l'attention des habitants de la wilaya et de l'ensemble des professionnels de santé. Cette technologie médicale avancée représente une avancée majeure dans le diagnostic et le traitement des maladies coronariennes par intervention cardiaque. Grâce à une imagerie haute résolution en temps réel, elle permet d'examiner l'intérieur des artères avec une précision exceptionnelle.

L'appareil IVUS permet notamment une évaluation fine de la sténose coronaire, du diamètre des vaisseaux et de la structure des plaques d'athérome. Son utilisation contribuera à améliorer la planification et le guidage des angioplasties, à assurer une pose optimale des stents et à renforcer la sécurité ainsi que les résultats cliniques chez les patients souffrant de pathologies coronariennes, en particulier ceux atteints de syndromes coronariens chroniques.

Consciente de l'importance stratégique de cette avancée technologique, la direction de l'hôpital public de Tipasa s'engage à mobiliser toutes les ressources nécessaires pour accompagner les médecins spécialistes dans la maîtrise des techniques modernes d'intervention cardiaque. L'objectif est de leur permettre de mettre en œuvre les dernières innovations thérapeutiques et d'offrir un service exclusif aux patients, conformément aux directives et instructions de la tutelle. Avec cette acquisition, l'EPH de Tipasa confirme sa volonté indéfectible de suivre le rythme de l'innovation médicale, de moderniser son plateau technique et d'améliorer la qualité des soins prodigués. Cette étape marque également une avancée significative dans la consolidation de sa position comme centre de référence national en médecine cardiovasculaire, au service de la santé publique et du bien-être des citoyens.

T. Bouhamidi

GREFFES DE FOIE

La CNAS intègre la transplantation
dans ses prestations

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et l'Etablissement hospitalier spécialisé Pierre-et-Marie Curie (CPMC) ont scellé, hier, une convention de partenariat historique afin d'intégrer les greffes de foie à partir de donneurs vivants dans les prestations de la sécurité sociale, et ce lors d'une cérémonie officielle supervisée par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi. M. Aït Messaoudène a affirmé, à cette occasion, que « cette convention constitue une étape majeure dans le développement de la médecine spécialisée en Algérie, en particulier dans le domaine de la transplantation hépatique à partir de donneurs vivants ».

Il a tenu à « remercier et à saluer tous les acteurs de ce secteur pour leurs efforts scientifiques remarquables, contribuant à la construction de capacités nationales spécialisées ». Le ministre a également précisé que cette convention « permettra de réduire sensiblement les transferts de patients à l'étranger, d'améliorer la qualité des soins à l'intérieur du pays et d'optimiser l'utilisation des technologies médicales avancées ». Il a souligné qu'elle s'inscrit dans la volonté de l'Etat de « rehausser la qualité de la prise en charge médicale nationale et de mettre en place un programme structuré de transplantation hépatique à partir de donneurs vivants, garantissant un suivi optimal des patients dans ce domaine médical de haute précision ». En outre, il a relevé « l'importance capitale de la coopération intersectorielle dans le domaine de la santé, à travers l'instauration de mécanismes contractuels entre la CNAS et les établissements hospitaliers, permettant un usage optimal des ressources et leur orientation vers les soins les plus complexes, garantissant ainsi une prise en charge de qualité sur le territoire national et limitant le recours au traitement à l'étranger ». Dans cet esprit, le ministre a salué « le rôle déterminant de la CNAS aux côtés du ministère de la Santé, grâce à son expérience dans le financement des structures sanitaires, faisant d'elle un partenaire essentiel de la santé publique ». Il a ajouté que cette coopération a déjà permis la mise en œuvre de plusieurs conventions dans des domaines tels que l'hémodialyse, la transplantation rénale, la prise en charge de la femme enceinte ou la chirurgie cardiaque.

UNE PREMIÈRE OPÉRATION
DÉJÀ RÉALISÉE

De son côté, le ministre du Travail, Abdelhak Saïhi, a expliqué les implications directes du programme pour la population, précisant qu'« autrefois, 100 patients par an nécessitaient un transfert à l'étranger pour



Un partenariat historique.

une greffe de foie. Grâce à ce programme, nous n'en enregistrons plus que cinq ». Le ministre a également mis en avant la mobilisation des compétences locales soutenant que « nous allons utiliser les expertises disponibles en Algérie pour renforcer notre souveraineté sanitaire. Il a également souligné que le CPMC deviendra « une véritable référence en matière de transplantation hépatique en Algérie », contribuant ainsi à la modernisation du système de santé nationale. En outre, M. Saïhi a annoncé que le programme débutera par cinq transplantations

de foie par an, et que la première opération a déjà été menée avec succès la semaine dernière, marquant ainsi la reprise des transplantations après la suspension de celles-ci pendant plusieurs années. Pour sa part, le professeur Kamel Ben Tabak, responsable de l'unité de transplantation hépatique au CPMC, a exprimé sa satisfaction quant à la reprise de cette activité essentielle, soulignant l'importance de cette collaboration pour renforcer les capacités locales en matière de transplantation d'organes.

Sihem Bounabi

REVENDEICATIONS SOCIO PROFESSIONNELLES

Le SNPSP dénonce des promesses sans suite

LE SYNDICAT national des praticiens de la santé publique (SNPSP) a dénoncé la lenteur et le manque de clarté dans la prise en charge des revendications socio-professionnelles de la corporation. Le syndicat appelle les autorités sanitaires à renouer avec un dialogue social sincère et constructif, seul garant de la stabilité du secteur et du respect des droits des praticiens.

Dans un communiqué rendu public, à l'issue de la réunion de son bureau national, tenue à Alger, pour évaluer le niveau de prise en charge des revendications sociales et professionnelles soumises au ministère de la Santé, le SNPSP a dressé un constat préoccupant sur la lenteur des réponses apportées et sur la détérioration du dialogue social au sein du secteur.

Le SNPSP a une nouvelle fois exprimé son profond regret face à la lenteur et au manque de transparence dans le traitement du dossier relatif aux statuts particuliers et régimes indemnitaires des praticiens généralistes et spécialistes de santé publique. Le syndicat rappelle que la dernière réunion avec les représentants du ministère de la Santé date du 29 mai 2025, au cours de laquelle il avait été confirmé que toutes les propositions et réserves formulées

par le SNPSP avaient été transmises au Premier ministre. Depuis, souligne la centrale, aucune évolution concrète n'a été constatée.

Sur le plan social, le syndicat dénonce l'absence de mesures concrètes malgré les engagements répétés du ministère. Il insiste sur la nécessité de régler le dossier de la promotion des praticiens, en procédant à un transfert automatique des postes budgétaires, afin de permettre aux établissements de santé de rattraper les retards accumulés depuis plusieurs années.

Le SNPSP appelle également à débloquer les nominations aux postes supérieurs fonctionnels, gelées depuis la promulgation des nouvelles lois fondamentales, et à trouver une solution rapide aux situations administratives en suspens. Le Bureau national s'est dit particulièrement inquiet de la réduction de la liberté syndicale et du recul du dialogue social, notamment dans certaines wilayas, comme Tougourt, où la relation entre la direction locale de la santé et le bureau syndical connaît une impasse.

Le syndicat cite aussi plusieurs cas de pressions et de répressions administratives, notamment à Biskra, El Oued et Batna, où des responsables syndicaux ou praticiens ont fait l'objet de mesures jugées « injustifiées ».

Le SNPSP dénonce par ailleurs la fermeture du dialogue par la direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Alger, qu'il qualifie de « contraire à l'esprit de concertation et aux lois de la République ».

Dans une perspective d'organisation interne, les membres du Bureau national ont décidé de tenir le prochain Conseil national ordinaire avant la fin de l'année 2025, dans la région du Centre, à Bouira. Le syndicat a aussi invité l'ensemble de ses structures régionales et locales à finaliser leurs adhésions conformément aux délais légaux, afin de renforcer l'unité et la représentativité de la corporation. Sur le plan confédéral, le SNPSP a salué les activités menées dans le cadre de la Confédération des syndicats algériens (CSA), réaffirmant son engagement à poursuivre le combat syndical et à défendre l'ensemble des revendications communes. Le Bureau national a également mis en avant les efforts déployés dans le cadre de la Coordination nationale de soutien au secteur de la santé à Gaza et en Palestine, à travers des projets humanitaires menés par la Fondation algérienne « Himma », tels que le projet « Fraternité » et la rénovation du service de chirurgie du complexe médical Nasser à Khan Younés.

Lynda Louifi

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Alger dénonce la présence de mercenaires en Libye

Lors de la séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Libye, le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, s'exprimant au nom du groupe africain A3+, a livré une intervention ferme et nuancée, appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour accompagner la Libye sur le chemin de la stabilité et de la souveraineté retrouvée.



Amar Bendjama.

Dès l'entame de son allocution, Bendjama a tenu à saluer les progrès enregistrés par le Gouvernement d'unité nationale et le Conseil présidentiel libyen, soulignant que « l'accord clé conclu a permis d'apaiser les tensions dans la capitale et de créer une dynamique politique plus sereine ». Selon lui, cet accord constitue une étape majeure puisqu'il prévoit la restitution de plusieurs infrastructures stratégiques aux institutions de l'État, un geste qui, d'après lui, « consacre le rejet total de la militarisation dans toutes les régions du pays ». Le diplomate a réitéré le soutien du groupe A3+ aux efforts en cours pour la réforme du secteur sécuritaire, ainsi qu'à l'initiative de démantèlement des groupes armés illégaux. « Il est essentiel que le monopole de la force revienne à l'État libyen seul », a-t-il souligné, tout en appelant les acteurs nationaux à poursuivre un dialogue inclusif et apaisé. Sur le plan politique, Bendjama a fait part de l'espoir du groupe A3+ de voir « la deuxième phase des élections municipales se dérouler dans 16 circonscriptions dès le 18 octobre, avant d'entamer la troisième phase à partir du

20 octobre ». Ces échéances, a-t-il rappelé, « représentent un test démocratique pour consolider la légitimité institutionnelle en Libye ». Abordant la dimension économique, le représentant de l'Algérie s'est montré préoccupé par la persistance de la crise budgétaire et l'absence d'une unification des finances publiques. Il a toutefois salué « la décision du président du Conseil présidentiel d'engager un audit financier complet dans les secteurs du pétrole et de l'électricité », estimant que cette démarche « va dans le sens de la transparence et de la bonne gouvernance ». Bendjama a également dénoncé la mauvaise gestion des avoirs libyens gelés et le non-respect de la résolution 27/69 du Conseil de sécurité, notamment son paragraphe 14 qui autorise l'Autorité libyenne d'investissement à « placer les réserves gelées afin d'en préserver la valeur ». Pour lui, « il est inacceptable que la richesse du peuple libyen demeure bloquée alors que le pays traverse une situation économique et sociale des plus difficiles ». Mais c'est surtout sur le volet sécuritaire que l'ambassadeur a tenu un discours d'une gran-

de clarté. « Le règlement politique en Libye reste encore hors de portée tant que les ingérences étrangères persistent », a-t-il averti, pointant du doigt le flux continu d'armes et la présence de mercenaires sur le sol libyen. Dans un appel sans équivoque, Bendjama a exigé le retrait immédiat de toutes les forces étrangères et des combattants mercenaires. « C'est la condition première pour restaurer la souveraineté pleine et entière de la Libye et pour permettre aux Libyens de décider librement de leur avenir », a-t-il martelé. Enfin, le diplomate a rappelé la position constante de l'Algérie, fondée sur le respect de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Libye, et a exhorté la communauté internationale à accompagner sans ingérence les efforts de réconciliation nationale. « La paix en Libye ne se construira ni sous les bombes ni sous l'influence d'intérêts étrangers. Elle naîtra de la volonté des Libyens eux-mêmes, soutenus, mais jamais remplacés, par la communauté internationale », a conclu Amar Bendjama.

Meriem Djouder

RÉVISION PÉRIODIQUE DES LISTES ÉLECTORALES L'ANIE fixe les modalités

L'AUTORITÉ nationale indépendante des élections (ANIE) a fixé la période de révision périodique des listes électorales du lundi 20 octobre au mardi 18 novembre 2025. L'opération concerne à la fois les nouvelles inscriptions, les changements de résidence et la mise à jour des données personnelles. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de l'ANIE. Cette opération s'inscrit, précise-t-elle, « en application des dispositions de l'ordonnance n° 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique modifiée et complétée relative au régime électoral, notamment de ses articles 62 et 65 ». L'Autorité invite les citoyennes et citoyens non encore inscrits sur les listes électorales, âgés de 18 ans révolus au 31 décembre 2025 et remplissant les conditions légales requises, à demander leur inscription sur la liste électorale de la commune de leur résidence. Elle a précisé également que les électeurs déjà inscrits ayant changé de lieu de résidence doivent solliciter leur inscription sur la liste électorale de leur nouvelle commune. À cet égard, l'ANIE a souligné que les citoyens ayant changé d'adresse au sein de la même commune ou dont les données personnelles comportent des erreurs matérielles sont tenus

de demander la mise à jour de leurs informations sur la liste électorale de leur lieu de résidence. Ces démarches doivent être effectuées auprès du siège de la délégation communale de l'Autorité indépendante, par le dépôt d'une demande accompagnée d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile. L'accueil du public est assuré de 9h00 à 16h00, tous les jours de la semaine, à l'exception des vendredis et samedis, a fait savoir le communiqué. Il convient de noter que les citoyennes et citoyens algériens résidant à l'étranger sont invités à se rapprocher des représentations diplomatiques ou consulaires algériennes pour effectuer leur inscription sur les listes électorales, « selon les mêmes modalités », est-il noté de même source. Histoire de faciliter les démarches administratives, l'Autorité a expliqué que les citoyennes et citoyens peuvent accéder à son site officiel pour vérifier leur inscription ou soumettre des demandes d'inscription, de radiation ou de mise à jour de leurs données personnelles. Ces services sont disponibles via le lien suivant : <https://services.ina-elections.dz>

Khalil Aouir

ALGÉRIE – ESPAGNE

Une coopération sécuritaire renforcée

L'ALGÉRIE et l'Espagne poursuivent le renforcement de leur coopération sécuritaire à travers une nouvelle réunion de leur Commission mixte tenue hier à Madrid. Cette rencontre a permis d'examiner les moyens de consolider la coordination bilatérale dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et l'immigration illégale. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué du ministère espagnol de l'Intérieur. La directrice générale espagnole des Relations internationales, Elena Garzón, et le directeur de la coopération au ministère algérien de l'Intérieur, des collectivités locales et des transports, Kamel Kaili, ont dirigé les travaux de la Commission mixte de suivi de la convention de sécurité entre l'Espagne et l'Algérie, lit-on dans le communiqué. La Convention sur la sécurité et la lutte contre la criminalité organisée, signée à Alger le 15 juin 2008 entre l'Espagne et la République algérienne démocratique et populaire, a pour objet de consolider la coopération conjointe en matière de sécurité, notamment dans la prévention et la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, au service des intérêts partagés des deux nations, est-il noté de même source.

Dans ce sillage, les discussions ont porté sur plusieurs volets d'intérêt communs du partenariat entre les deux pays, en particulier la lutte contre la traite des êtres humains, l'immigration illégale, le terrorisme et la criminalité organisée, a conclu le communiqué. Pour rappel, le mois de février dernier, l'ex ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, s'était rendu à Madrid pour une visite officielle de deux jours, durant laquelle « il avait rencontré son homologue espagnol, Fernando Grande-Marlaska. Cette visite avait marqué une étape importante dans la relance du dialogue bilatéral après la crise diplomatique de 2022 », avait rapporté un communiqué du ministère. À l'issue de cette rencontre, « les deux parties avaient réaffirmé leur volonté de renforcer la coopération sécuritaire, notamment à travers l'intensification de l'échange d'informations stratégiques et opérationnelles dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale, l'immigration irrégulière et le trafic de drogue et d'êtres humains », avait souligné la même source. Cette dynamique s'inscrit, d'après le ministère « dans une volonté commune de faire face aux défis régionaux et de consolider une coopération jugée stratégique par les deux pays ».

Khalil A.



LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS À MÉDÉA

L'extension du réseau routier, une priorité

LE MINISTRE des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, s'est rendu, hier, dans la wilaya de Médéa où il a procédé à l'inspection de plusieurs projets structurants en cours de réalisation et revêtant un intérêt stratégique pour le pays.

Le ministre a assisté à la présentation, au siège du Groupe Cosider, d'un exposé sur la situation du secteur des travaux publics et des infrastructures de base de la wilaya de Médéa, en présence du wali de Médéa, Djillali Doumi et du wali de Tissemsilt.

Dans son intervention, le ministre insistera sur l'achèvement des projets en cours de réalisation, déclarant à ce propos que l'extension du réseau routier constitue une priorité pour le secteur en raison de son impact direct sur l'amélioration de la connectivité entre les grands axes, la réduction de la pression du trafic et la suppression des points noirs, en s'attaquant aux sections et intersections à forte densité de trafic.

Car, dira-t-il, l'extension du réseau routier et l'amélioration des ouvrages d'art, garantiront un transport sûr et fluide pour les citoyens et contribueront à soutenir le développement économique et social du pays. Et que cela doit se faire en tenant compte de la qualité des ouvrages et des travaux selon une approche réaliste, tout en mobilisant toutes les capacités humaines et matérielles nécessaires et en assurant la coordination et le suivi périodique de l'avancement des projets afin de les livrer dans les délais impartis et en matière de respect de la qualité. Ainsi, le réseau routier de la wilaya de Médéa qui a connu un bond qualitatif par l'élargissement de son linéaire dont la consistance est de 4 623 km, dont 115 d'autoroute et de 17 échangeurs.

Concernant l'entretien des routes nationales, les efforts sont déployés afin de réduire leur état de dégradation, sachant que le taux de dégradation des routes nationales oscille entre 14 à 10% et celui des routes de wilaya et communales varie de 20 à 18%.

Au chapitre relatif au rythme d'avancement des projets structurants, le taux de réalisation de la 4^e Rcade allant de Khemis-Miliana jusqu'aux limites de la wilaya de Bordj Bou Arreridj via la wilaya de Médéa, les services de la direction des travaux publics affichent un taux de 70 %, tandis que le taux d'achèvement du dédoublement de la RN18 reliant Sidi Naamane à Béni-Slimane sur 23 km a atteint d'environ 90%, tandis que le dédoublement de la RN127 approche 90%.

Nabil B.

YACINE OUALID ANNONCE UNE CAMPAGNE HISTORIQUE DE REBOISEMENT

Un million d'arbres à planter en 24 heures

Le 25 octobre, l'Algérie s'apprête à relever un défi écologique d'envergure qui consiste à planter un million d'arbres en une seule journée. Cette vaste opération de reboisement, la plus importante jamais organisée dans le pays, vise à renforcer le couvert végétal national et à contribuer activement à la lutte contre les changements climatiques.

L'initiative, annoncée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Yacine Oualid, sera menée sous la supervision du ministère qu'il dirige et de la Direction générale des forêts. Elle s'appuie sur un partenariat avec l'association Algérie Verte dirigée par l'écologiste Fouad Maala.

Déployée simultanément dans les 58 wilayas, la campagne prévoit la mise en terre d'un million de plants soigneusement choisis en fonction des spécificités de chaque région. Cette sélection ciblée doit garantir une meilleure adaptation et une croissance durable des arbres.

Le ministre de l'Agriculture a insisté sur le caractère inclusif de l'opération, ouverte non seulement aux institutions publiques, mais aussi aux citoyens, aux associations, aux entreprises et aux familles. Fouad Maala a, de son côté, appelé l'ensemble des acteurs de la société à participer activement à cette action collective, dont il prévoit un taux de réussite de 100%, grâce aux moyens mobilisés pour assurer son bon déroulement.

M. Maala est également à l'origine du projet Al Djazair Al Khadra (l'Algérie Verte), lancé en 2013. Cette initiative



Un défi historique.

citoyenne encourage la plantation de millions d'arbres et l'extension des espaces verts à travers des actions individuelles et communautaires. L'association Al Djazair Al Khadra, suivie actuellement par plus de deux millions de personnes, possède sa propre pépinière, mais elle collecte aussi des arbres chez des donateurs. Les réseaux sociaux ont largement contribué à populariser ce mouvement, fédérant au fil des années associations et citoyens autour de campagnes de reboisement à travers le pays.

Après les dégâts causés par les feux de forêt dans plusieurs wilayas du pays en 2023, le

fondateur de l'association avait également lancé une grande campagne, sur les réseaux sociaux, appelé «Khadra biidni Allah» (Verte avec la volonté de Dieu), pour la sensibilisation et la concrétisation d'un processus de reboisement.

Dans ce contexte, l'initiative du 25 octobre a été fortement soutenue par les institutions étatiques, le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé sa participation pleine et entière à cette vaste initiative environnementale. Toutes les institutions de formation réparties sur les 58 wilayas prendront part aux opérations de plantation d'arbres et organiseront

des activités de sensibilisation et de bénévolat. Les stagiaires, les enseignants ainsi que les cadres seront mobilisés, soulignant ainsi le rôle central du secteur de la formation professionnelle dans la promotion d'une culture de développement durable et de protection de l'environnement.

De son côté, l'Observatoire national de la société civile a fait savoir, en coordination avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, que plus de 2 500 associations participeront à cette campagne, avec pour objectif la plantation de plus d'un million d'arbres à travers le territoire national.

Cette campagne vise à diffuser une véritable culture de la plantation et à préserver la richesse forestière du pays, tout en ancrant les valeurs de citoyen-neté environnementale et de responsabilité collective. Elle s'inscrit pleinement dans les efforts nationaux en faveur du développement durable et de la protection de l'environnement. À travers cette initiative, l'Observatoire réaffirme le rôle essentiel de la société civile en tant que partenaire-clé dans la concrétisation des projets nationaux à dimension écologique.

Rim Boukhari

LE PLF 2026 DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET DE L'APN

Des prévisions ambitieuses, selon Bouzred

LE MINISTRE des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté, hier, le projet de loi de finances (PLF) pour 2026 devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour étude, après son adoption par le Conseil des ministres au début du mois en cours. Bouzred a présenté une proposition de budget dépassant les 136 milliards de dollars, soit des «prévisions ambitieuses» basées sur de fortes ambitions de croissance et des réformes sociales marquées. Les grandes lignes du PLF 2026 font état de dépenses de l'ordre de 17 636,7 milliards de dinars prévues pour l'année prochaine, tandis que les recettes estimées sont de 8 009 milliards de dinars, a indiqué un communiqué de l'APN.

Le ministre a qualifié ce budget d'«historique», soulignant qu'il repose sur une batterie de mesures économiques et sociales majeures visant «à stimuler la croissance, à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à revaloriser les salaires des fonctionnaires». Ainsi, a affirmé Bouzred, «le gouvernement mise sur ce plan pour traduire

ses orientations en actes concrets», dans l'esprit des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Dans le PLF 2026, le gouvernement anticipe un taux de croissance économique de 4,1 %, qui devrait connaître une hausse à 4,4 % en 2027, puis à 4,5 % en 2028, tirée par les performances attendues des secteurs hors hydrocarbures, notamment l'agriculture, l'industrie et le bâtiment.

Le produit intérieur brut (PIB) algérien est estimé à 42 000 milliards de dinars (soit environ 323 milliards de dollars) en 2026. Il devrait s'élever à 347 000 milliards de dollars en 2027, puis à 373 000 milliards de dollars en 2028. Des chiffres qui traduisent une croissance continue selon les hypothèses gouvernementales.

Le budget repose sur une référence fiscale du pétrole à 60 dollars le baril, tout en anticipant un prix de marché moyen à 70 dollars le baril. En parallèle, les prévisions pour le PIB hors hydrocarbures sont évaluées à environ 280 milliards de dollars en 2026, à 303 milliards en 2027 et à 332 milliards en 2028.

Le projet de loi de finances propose une augmentation de la masse salariale de 1,4 %, portant celle-ci à l'équivalent de 45 milliards de dollars, ce qui représenterait environ un tiers du total des dépenses de l'État, est-il souligné de même source. Cette mesure illustre l'importance accordée par le gouvernement aux fonctionnaires et à la stabilité sociale. Dans ce sens, il y a lieu de relever que le président de la République a donné des instructions fermes afin que le PLF 2026 ne prévoit aucune augmentation qui accable le pouvoir d'achat du citoyen, mais devrait plutôt consolider les acquis.

Ce qui revêt une importance capitale pour le pays, c'est qu'il puisse veiller, dans l'élaboration du PLF 2026, à la préservation des grands équilibres financiers au vu des déficits qu'il aura à gérer du fait du maintien des transferts sociaux, outre la non introduction de nouveaux impôts et l'instauration d'une assiette fiscale non contraignante mais devant être tournée vers plus d'efficacité.

Tania Gacem

JOURNÉE D'ÉTUDE DE L'APN ET DU HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

Défis et perspectives de la finance islamique

En plein essor dans le pays, eu égard au nombre de banques dédiées et celles qui l'ont introduites, ainsi qu'au nombre de comptes ouverts et de dépôts enregistrés, la finance islamique fait face à des défis qu'elle doit relever afin de garantir son développement.

C'est sur les défis et les perspectives de la finance islamique que s'est penchée hier l'Assemblée populaire nationale (APN) qui a organisée, en coordination avec le Haut Conseil islamique, une journée d'étude sous le thème «Finance islamique en Algérie : défis et perspectives».

Affirmant que la finance islamique ne constitue pas uniquement «une alternative technique au système bancaire classique», le président de l'APN, Brahim Boughali, qui a procédé à l'ouverture des travaux de cette journée d'étude, a souligné la nécessité de renforcer les fondements de la finance islamique. «La finance islamique offre des solutions de financement modernes conformes à la charia et adaptées aux exigences du développement contemporain», a-t-il précisé. Une approche qui, selon le président de l'APN, a permis «d'attirer les liquidités détenues par les investisseurs réticents au système conventionnel, tout en stimulant l'investissement productif dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme et des services».

Notant que la mise en œuvre de la finance islamique reflète la volonté du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de diversifier les instruments de financement et de



renforcer l'inclusion financière, M. Boughali a indiqué que «ce mode de financement contribue à la mise en œuvre d'une justice financière et sociale», et ce à travers des formules reposant sur «El moucharaka», «El mourabaha» «L'idjara». Selon les précisions du président de l'APN, en sus de permettre la mobilisation des ressources nationales et de réintégrer les capitaux qui circulent en dehors du circuit économique officiel, cela contribue à la dynamique de transformation et de développement que connaît l'Algérie.

Pour atteindre les objectifs fixés pour la finance islamique, il est essentiel, selon le président de l'Assemblée populaire

nationale, de relever certains défis relatifs, entre autres, à l'adaptation du cadre juridique ainsi qu'au développement de nouveaux produits de la finance islamique. Il a ainsi souligné la nécessité d'instaurer «un cadre juridique et réglementaire souple et cohérent, et de former des compétences spécialisées en jurisprudence financière et en gestion des risques».

Il a également insisté sur l'importance de renforcer la sensibilisation du public aux avantages de la finance islamique et de développer des produits financiers islamiques adaptés à la transformation numérique, afin de renforcer la compétitivité du secteur au niveau national et international.

Notant que le principal défi est de faire de la finance islamique un pilier stratégique de l'économie nationale, M. Boughali a affirmé que la réussite de l'expérience algérienne en matière de finance islamique dépendra du niveau de coordination et de synergie entre l'Etat, les institutions financières, les investisseurs et les experts.

Cette journée d'étude, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coordination entre l'APN et le Haut Conseil islamique, a été marquée par des communications présentées par des membres des deux institutions, relatives à l'état et au développement de la finance islamique en Algérie.

Lilia Aït Akli

PÔLE FINANCIER À SIDI MOUSSA

Préparatifs pour le lancement du projet

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué une visite de terrain dans la commune de Sidi Moussa (Alger), dans le cadre des préparatifs pour le lancement de la réalisation du projet du Pôle financier, qui se veut un édifice urbain moderne. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. L'Agence nationale de réalisation des investissements en équipements (ANRIE) a été désignée en tant que maître d'œuvre du projet, tandis que les travaux de réalisation ont été confiés à Cosider Construction, et l'étude et le suivi, au Bureau d'études de Cosider, selon les précisions de la même source. Lors de cette visite, le ministre a suivi un exposé technique détaillé sur le pavillon administratif du projet (Zone 1), et s'est enquis des différents aspects liés aux préparatifs du lancement des travaux, a-t-on ajouté.

Au terme de sa visite, le ministre a donné une série d'instructions notamment pour «accélérer la réalisation des études, et en réduire les délais afin de permettre le lancement effectif des travaux dans les plus brefs délais», ainsi que «la finalisation des études techniques du projet, la mise en place rapide du chantier, l'installation de la centrale à béton et des équipements de levage». Le ministre a également insisté sur «le lancement immédiat de la commande et la préparation des structures métalliques, la mobilisation d'équipes de travail au niveau de chaque ouvrage, l'adoption d'un système de travail en continu (3x8), en fixant un délai maximal de 24 mois pour l'achèvement et la livraison du projet», conclut la même source.

M. B.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE AU MOZAMBIQUE

Alger et Maputo veulent renforcer leur coopération

LE MINISTRE de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, effectue, depuis hier, une visite de travail de deux jours en République du Mozambique, où il examinera les dossiers de coopération bilatérale. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Energies Renouvelables, ajoutant que Adjal a été chargé de cette mission par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Dans le cadre d'une visite de travail à Maputo, le ministre conduit une délégation comprenant le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), les PDG des groupes Sonatrach, Sonelgaz et Saidal, et des cadres du ministère, a précisé la même source. Le programme de la visite prévoit une série de rencontres et d'entretiens avec de hautes personnalités mozambicaines, afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines d'intérêt commun, selon le communiqué.

S. N.

INTRODUCTION A LA BOURSE D'ALGER

La Cosob examine la demande de l'INSAG

L'INTÉRÊT croissant pour le marché boursier se confirme de plus en plus. Cela se traduit par les intentions transmises à la Cosob d'intégrer la Bourse. La dernière émane de l'établissement d'enseignement privé INSAG Education Group, qui a exprimé son intention d'accéder au marché boursier. Ce qui est une première en Algérie, les introductions en bourse n'ayant concerné, jusqu'à présent, que les entreprises économiques et une start-up.

C'est ce qu'a fait savoir la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob), qui a examiné, lors d'une réunion du guichet unique du marché financier, la demande d'intention formulée par l'INSAG Education Group pour son introduction en bourse.

Dans un communiqué publié hier, la Cosob, qui a indiqué la tenue de cette réunion, avant-hier au siège de la commission, sous la présidence de son président Youcef Bouzenada, a précisé que cette réunion a été consacrée à «l'examen de la demande d'intention formulée par l'INSAG Education Group, acteur majeur de l'enseignement supérieur privé en Algérie,

qui a exprimé son souhait d'ouvrir son capital au public à travers une introduction en bourse». La réunion, est-il signalé, s'est tenue en présence des représentants de l'ensemble des parties prenantes du marché financier, à savoir la Bourse d'Alger, le Dépositaire central, les intermédiaires en opérations de bourse ainsi que les promoteurs agréés.

Précisant que cette démarche «s'inscrit dans une stratégie globale de structuration, de transparence financière et de consolidation de la croissance du groupe», la Cosob a fait savoir qu'à travers l'introduction en bourse envisagée, l'INSAG Education Group «ambitionne notamment de mobiliser de nouveaux capitaux afin de financer la création de nouveaux campus à Oran et Constantine, et de renforcer ses infrastructures académiques et numériques, notamment à travers le développement de la formation en ligne et des laboratoires d'innovation». L'intention de ce groupe d'accéder à la Bourse d'Alger s'inscrit pleinement, a-t-on estimé, dans le cadre du guichet unique du marché financier, récemment activé par la Cosob, et qui vise à

simplifier les procédures d'introduction en bourse et à offrir un accompagnement intégré aux entreprises souhaitant lever des capitaux sur le marché financier algérien. Cette initiative illustre «les réformes engagées par la Cosob dans le cadre du règlement général de la Bourse, publié en 2024, qui a institué un marché de croissance dédié aux PME et aux start-up, en simplifiant les conditions et les démarches d'introduction en bourse».

L'INSAG Education Group est un établissement créé à Alger il y a plus de trente ans. Il regroupe trois filiales accueillant près de 900 étudiants au sein d'instituts spécialisés dans les domaines du management, du marketing, de la finance et des technologies. Et parmi ces établissements figure l'IFAG Higher Institute, agréé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le groupe INSAG a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 250 millions de dinars en 2024, enregistrant une croissance multipliée par cinq au cours des cinq dernières années, selon les précisions de la Cosob.

Hamid B.

LE MINISTRE de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a entamé, hier à Alger, un cycle de concertations avec les représentants syndicaux du secteur, et ce en recevant les membres du Syndicat national des corps communs de la santé publique (SNCCSP). C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Dans le cadre de la promotion du dialogue et de la concertation avec les partenaires sociaux, cette réunion marque le lancement d'une série de rencontres de concertation, entamée avec ce syndicat présidé par Kessar Ayache, et consacrée à l'écoute des préoccupations socioprofessionnelles de ses adhérents, a détaillé le communiqué.

Face aux représentants du SNCCSP, le ministre a assuré que leurs doléances seraient examinées « avec le plus grand soin », tout en réitérant son engagement à œuvrer pour de meilleures conditions de travail des personnels de santé, est-il noté de même source.

Dans ce sillage, M. Aït Messaoudène a également salué le rôle de la commission centrale chargée du dialogue, qualifiée de « pivot majeur du processus de concertation, engagé avec les partenaires sociaux ». Cette démarche, a expliqué le ministre, vise à « renforcer la confiance et à promouvoir l'esprit de coopération et d'entente mutuelle entre les différentes parties ».

Abordant la question de la prise en charge des patients, le ministre a déclaré qu'elle « figure au centre des priorités de la politique sanitaire nationale », estimant que l'amélioration des performances de toutes les catégories du secteur constitue « un levier fondamental pour la réalisation des objectifs fixés ».

De son côté, le président du SNCCSP a salué « l'esprit de coopération qui caractérise les relations entre le syndicat et l'administration centrale », jugeant que cette rencontre illustre « la volonté commune de renforcer le dialogue constructif au service de l'intérêt général ». Il a également mis en avant la « détermination partagée » de poursuivre la concertation et d'approfondir le dialogue social entre le ministère de la Santé et ses partenaires du secteur.

Selon le ministre, cette première rencontre sera suivie d'une série de réunions similaires avec les autres partenaires sociaux, dans la perspective d'un programme global visant à « écouter les différentes préoccupations et à les examiner dans une démarche participative ».

Khalil Aouir

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé au lancement de la nouvelle année pédagogique à l'École nationale supérieure des professeurs pour sourds-muets de Beni Messous à Alger. Il a, à cette occasion, souligné que cette institution unique en Afrique et dans le monde arabe incarne pleinement la volonté de l'Algérie de bâtir une éducation inclusive et équitable. Le ministre a souligné que la création de cette école, dédiée à la formation de professeurs spécialisés pour l'enseignement secondaire des élèves sourds-muets, incarne la vision humaniste et sociale de l'État algérien. « C'est une

victoire de la raison, du savoir et de la solidarité nationale », a déclaré M. Baddari, rappelant que cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'Algérie nouvelle prônée par le président Abdelmadjid Tebboune, fondée sur l'égalité des chances pour tous, sans distinction ni exclusion.

À ce jour, 830 enseignants spécialisés ont été formés et déployés à travers 47 wilayas. Le ministère prévoit d'atteindre 1 500 enseignants d'ici 2027, puis 2 500 à l'horizon 2029, assurant ainsi une couverture pédagogique nationale complète. L'ouverture de l'année pédagogique a été marquée par un moment particulièrement symbolique : l'intégration de 22 nouveaux

professeurs formateurs sourds, une première dans l'histoire de l'enseignement supérieur en Algérie.

Issus de disciplines variées — chimie, physique, économie, littérature arabe, histoire, philosophie, éducation physique et arts — ces enseignants représentent le visage d'une école algérienne plus juste, inclusive et méritocratique.

Pour Baddari, cette intégration « consacre la reconnaissance du mérite et du potentiel de chaque Algérien, quelles que soient ses différences », avant d'ajouter : « La force d'un pays se mesure à sa capacité à ne laisser personne en marge du progrès. »

Jusqu'à présent, 56 jeunes porteurs de pro-

jets ont concrétisé leurs idées en entreprises innovantes, participant à la diversification et à la modernisation de l'économie nationale. Son directeur, Fethi Zeghar, s'est dit « fier du chemin parcouru », soulignant que « l'école a su conjuguer excellence académique, inclusion sociale et innovation économique ».

À travers cette démarche, l'Algérie réaffirme son engagement envers une éducation accessible à tous. En érigeant la formation des professeurs pour sourds et muets en priorité nationale, le pays consacre une vision où le handicap n'est plus un obstacle, mais une richesse collective.

Lynda Louifi

INAUGURATION D'ÉTABLISSEMENTS SPÉCIALISÉS À ALGER

L'inclusion au cœur
de la solidarité nationale

Tous les moyens seront mobilisés pour offrir à chaque enfant à besoins spécifiques un accompagnement éducatif et psychologique digne de son potentiel, a affirmé hier la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, à l'occasion de l'inauguration de plusieurs établissements spécialisés dans la capitale, aux côtés du ministre wali d'Alger, Abdenour Rabhi.

Mme Mouloudji a déclaré que « chaque enfant doit trouver sa place, progresser à son rythme et s'épanouir dans un environnement qui valorise ses capacités », soulignant l'importance de la nécessité de garantir un accompagnement pédagogique et psychologique de qualité dès le plus jeune âge. Elle a ajouté, lors de sa tournée d'inauguration des infrastructures à Bologhine, Hussein Dey, Sidi M'hamed et au quartier du 1er-Mai, que ces nouvelles structures entre dans le cadre de la stratégie nationale œuvrant à renforcer le maillage territorial de l'enseignement spécialisé et à garantir une prise en charge de proximité pour les enfants aux besoins particuliers. Ces nouvelles structures, relevant de la Fondation de gestion des jardins d'enfants et des crèches (PRESCO), sont placées sous la supervision de la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DAS) d'Alger. Mme Mouloudji a donné des directives pour doter ces établissements de moyens pédagogiques modernes et de matériels didactiques adaptés, afin de favoriser la réussite et l'épanouissement des enfants. Elle a également exhorté les encadreurs à veiller au respect du programme agréé par le ministère, conçu pour répondre aux besoins spécifiques de chaque catégorie d'élèves.

La ministre a rappelé que l'inclusion des enfants à besoins spécifiques ne peut être effective qu'« avec une démarche éducative et familiale complète », associant les parents, les enseignants, les psychologues et les associations. Elle a, à ce titre, mis l'accent sur la « prise en charge précoce et la médicalisation des approches éducatives », considérant que le dépistage et l'accompagnement, dès les premières années, constituent un levier essentiel pour développer les capacités cognitives et sociales de l'enfant. Affirmant que « l'inclusion n'est pas seulement une question d'infrastructures, c'est un projet de société ».

Mme Mouloudji a également mis en avant la volonté du ministère de stimuler les initiatives locales et d'encourager l'investissement privé dans le domaine de l'enseignement spécialisé, en complément du réseau public. Elle a rappelé que « cette orientation ambitionne d'offrir plus de choix aux familles, de renforcer le maillage territorial et de garantir une prise en charge de proximité dans toutes les wilayas ».



Tous les moyens mobilisés.

En outre, la ministre a tenu à rappeler l'ampleur du dispositif institutionnel mis en place par son département pour accompagner les enfants à besoins spécifiques. Elle a tenu à préciser que le secteur de la solidarité nationale supervise actuellement 242 établissements spécialisés en éducation et enseignement adaptés, auxquels s'ajoutent 28 annexes, ainsi que 1 622 classes spéciales intégrées dans les écoles publiques relevant du ministère de l'Éducation nationale.

Au total, plus de 40 000 enfants bénéficient aujourd'hui d'une prise en charge éducative, psychologique et sociale, assurée par 15 000 encadreurs issus de diverses spécialités dont des psychologues, des orthophonistes, des éducateurs spécialisés, enseignants et assistants sociaux. Ces chiffres, a soutenu la ministre, traduisent un « effort constant de l'État pour étendre le dispositif et profes-

sionnaliser la filière du handicap en Algérie, dans le respect des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en matière de justice sociale et d'équité territoriale ».

Pour Mme Mouloudji, l'objectif ultime demeure la création d'un environnement éducatif inclusif, où chaque enfant, quelle que soit sa différence, puisse apprendre, s'exprimer et s'épanouir. Le ministère œuvre ainsi à développer des curricula adaptés aux capacités cognitives et sensorielles des apprenants, tout en introduisant des outils pédagogiques innovants permettant d'évaluer les progrès et de stimuler la créativité. La ministre a également mis en avant le rôle de la formation continue des encadreurs, jugée essentielle pour améliorer la qualité des pratiques éducatives et psychopédagogiques.

Sihem Bounabi

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES PROFESSEURS POUR SOURDS- MUETS
2 500 professeurs formés d'ici 2029

LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a procédé au lancement de la nouvelle année pédagogique à l'École nationale supérieure des professeurs pour sourds-muets de Beni Messous à Alger. Il a, à cette occasion, souligné que cette institution unique en Afrique et dans le monde arabe incarne pleinement la volonté de l'Algérie de bâtir une éducation inclusive et équitable. Le ministre a souligné que la création de cette école, dédiée à la formation de professeurs spécialisés pour l'enseignement secondaire des élèves sourds-muets, incarne la vision humaniste et sociale de l'État algérien. « C'est une

victoire de la raison, du savoir et de la solidarité nationale », a déclaré M. Baddari, rappelant que cette initiative s'inscrit dans la dynamique de l'Algérie nouvelle prônée par le président Abdelmadjid Tebboune, fondée sur l'égalité des chances pour tous, sans distinction ni exclusion.

À ce jour, 830 enseignants spécialisés ont été formés et déployés à travers 47 wilayas. Le ministère prévoit d'atteindre 1 500 enseignants d'ici 2027, puis 2 500 à l'horizon 2029, assurant ainsi une couverture pédagogique nationale complète. L'ouverture de l'année pédagogique a été marquée par un moment particulièrement symbolique : l'intégration de 22 nouveaux

professeurs formateurs sourds, une première dans l'histoire de l'enseignement supérieur en Algérie.

Issus de disciplines variées — chimie, physique, économie, littérature arabe, histoire, philosophie, éducation physique et arts — ces enseignants représentent le visage d'une école algérienne plus juste, inclusive et méritocratique.

Pour Baddari, cette intégration « consacre la reconnaissance du mérite et du potentiel de chaque Algérien, quelles que soient ses différences », avant d'ajouter : « La force d'un pays se mesure à sa capacité à ne laisser personne en marge du progrès. »

Jusqu'à présent, 56 jeunes porteurs de pro-

jets ont concrétisé leurs idées en entreprises innovantes, participant à la diversification et à la modernisation de l'économie nationale. Son directeur, Fethi Zeghar, s'est dit « fier du chemin parcouru », soulignant que « l'école a su conjuguer excellence académique, inclusion sociale et innovation économique ».

À travers cette démarche, l'Algérie réaffirme son engagement envers une éducation accessible à tous. En érigeant la formation des professeurs pour sourds et muets en priorité nationale, le pays consacre une vision où le handicap n'est plus un obstacle, mais une richesse collective.

Lynda Louifi

SOMMET DE LA PAIX À CHARM EL-CHEIKH

Macron humilié une fois de plus par Trump

Au sommet de Charm el-Cheikh, Donald Trump a échangé avec Emmanuel Macron une poignée de main longue et ferme. Les micros étaient coupés, mais une lectrice labiale a révélé les propos ironiques du président américain, suivis d'une remarque publique visant son homologue français. Sur la scène du sommet de la paix à Charm el-Cheikh, une simple poignée de main entre Emmanuel Macron et Donald Trump a suffi à attirer toutes les caméras. Trente secondes d'un geste figé, un contact plus politique que protocolaire.

Comme l'a rapporté Die Welt ce 14 octobre, la tension était visible jusque dans les sourires. Au cours de ce même sommet, le président américain aurait appris que Macron doutait de la solidité du processus de paix qu'il défend. Ce contexte rend la scène encore plus éloquente : les micros étaient coupés, mais la tension, elle, parfaitement audible. Une lectrice labiale britannique, Nicola Hickling, citée par le quotidien allemand, a reconstitué le dialogue entre les deux dirigeants : « «Ravi de te voir. Tu es d'accord ?», a demandé Trump à Macron quand celui-ci l'a rejoint sur la scène. Macron s'est détourné de la caméra et a répondu : «C'est une blague ?». Trump a repris : «OK, maintenant je veux savoir pourquoi tu m'as fait de la peine ? Je le sais déjà. Après tout, je fais la paix ici». Macron a tapé du doigt sur la main de Trump et a prononcé : «Désolé» ». D'après Die Welt, cette séquence illustre la méfiance qui s'est installée entre Paris et Washington. Le périodique souligne que Macron fait partie des premiers dirigeants européens à avoir reconnu officiellement la Palestine, une décision ouvertement critiquée par Trump, pour lequel elle ne fait que « récompenser le terrorisme » après l'attaque du 7 octobre 2023. L'échange se serait ensuite poursuivi brièvement : « Macron a dit : «Nous allons le régler à huis clos». Trump a déclaré : «J'ai fait du mal à l'autre». Macron a répondu : «Je comprends. On verra ce qui va se passer». Trump a dit : «On se voit plus tard» ». Quelques minutes plus tard, Donald Trump a



repris la parole devant les chefs d'État réunis. Tout en remerciant ses partenaires, il a glissé une remarque visant directement Paris : « Merci beaucoup à la France [...] Emmanuel ? J'imaginais qu'il était quelque part derrière moi. Où est-il ? ». Puis, apercevant Macron dans la salle, il ajoute avec un ton ironique : « Je n'arrive pas à y croire, tu es discret aujourd'hui... ». Le 13 octobre, la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh a accueilli un sommet international consacré à la paix, réunissant plus d'une vingtaine de dirigeants du monde entier. À l'issue des discussions, une déclaration appelant à un cessez-le-feu dans la bande de Gaza a été signée. Le document, paraphé par

les pays médiateurs — l'Égypte, le Qatar, la Turquie et les États-Unis — officialise l'accord conclu entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas. Ces quatre États se sont engagés à garantir le respect des engagements destinés à mettre un terme à la guerre dans la bande de Gaza. Selon Donald Trump, la déclaration fixe « des règles et des dispositions » pour les prochaines étapes du processus visant à clore la phase aiguë du conflit, déclenché il y a deux ans. Le président américain a qualifié cette journée du 13 octobre de « moment extraordinaire pour le monde entier et pour le Moyen-Orient ».

R. I.

LA CHINE, EMPIRE DES ROBOTS

L'Occident face à une révolution silencieuse

EN DIX ANS, la Chine est passée du rôle d'atelier mondial à celui de laboratoire technologique. Avec plus de deux millions de robots, soit 567 pour 10 000 travailleurs, elle a bâti une industrie automatisée, rapide et souveraine. Cette avance inquiète l'Occident, désormais spectateur d'une révolution qu'il n'a pas anticipée. Les dirigeants d'entreprises occidentales qui reviennent de Chine ont tous le même regard : un mélange d'admiration et de stupeur, rapporte le 12 octobre The Telegraph. Dans les ateliers de l'empire du Milieu, la révolution industrielle du XXI^e siècle s'accomplit sans bruit, sous la lumière froide des bras mécaniques. Ce qu'ils y découvrent dépasse leurs attentes et leurs inquiétudes. Le quotidien britannique cite le directeur général de Ford, Jim Farley, qui, après avoir visité plusieurs usines automobiles, a confié que jamais il n'avait vu un tel degré d'innovation : des véhicules dotés de logiciels de conduite autonome, de systèmes de reconnaissance faciale, et surtout d'une qualité de fabrication à des coûts défiant toute concurrence. Selon lui, la Chine n'est plus seulement un rival : elle incarne désormais l'avenir de l'industrie mondiale. Le constat est partagé bien au-delà du secteur automobile. Andrew Forrest, milliardaire australien et fondateur du groupe minier Fortescue, affirme avoir

renoncé à produire lui-même des composants pour véhicules électriques après avoir observé les chaînes chinoises : des kilomètres de convoyeurs entièrement automatisés où les machines émergent du sol, s'assemblent, soudent, peignent et livrent un camion complet au bout du parcours — sans un seul ouvrier. Les visiteurs parlent de « dark factories », des usines plongées dans la pénombre, où la lumière humaine est devenue superflue. La fin du « Made in China » d'autrefois Cette mutation bouleverse le vieux cliché de la Chine atelier du monde, analyse The Telegraph. Finies les productions de faible qualité : place à une industrie d'excellence, fondée sur la robotique, l'intelligence artificielle et la précision. Ce changement d'échelle repose sur un effort colossal d'investissement public. Plus concrètement, Pékin a soutenu ses entreprises par des subventions, des crédits fiscaux et une politique assumée de remplacement de la main-d'œuvre par des machines, connue sous le nom de jiqi huanren, littéralement « remplacer les hommes par les robots ». Les résultats sont spectaculaires. Selon la Fédération internationale de robotique, le parc industriel chinois est passé de 189 000 robots en 2014 à plus de deux millions en 2024. Rien qu'en 2023, 295 000 nouvelles unités ont été installées, contre 34

000 aux États-Unis, 27 000 en Allemagne et 2 500 au Royaume-Uni. Ce n'est pas seulement une question d'échelle démographique : la Chine détient aujourd'hui la plus forte densité robotique au monde, avec 567 robots pour 10 000 travailleurs, contre 449 en Allemagne, 307 aux États-Unis et 104 au Royaume-Uni. Une domination visible sur les routes européennes L'effet de cette avance se mesure déjà en Europe, poursuit le journal. Sur les routes britanniques, les voitures chinoises, longtemps tournées en dérision, connaissent un succès fulgurant. La marque BYD, basée à Shenzhen, a multiplié ses ventes de septembre par dix cette année, dépassant Mini, Renault et Land Rover. Leurs intérieurs raffinés, leurs prix compétitifs et la rapidité avec laquelle les modèles sont conçus séduisent les automobilistes européens. D'après Mike Hawes, directeur général de la Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT), cité par The Telegraph, les constructeurs chinois parviennent à concevoir et à lancer de nouveaux modèles en deux fois moins de temps que la plupart de leurs homologues européens. Par conséquent, l'auteur de l'article souligne que cette rapidité d'exécution, soutenue par une maîtrise technologique désormais indiscutable, accentue l'écart entre la Chine et les industries européennes.

R. I.

TOMAHAWK POUR KIEV

Une livraison au compte-gouttes

LES ÉTATS-UNIS ne pourraient fournir à l'Ukraine qu'un nombre très réduit de Tomahawk, de quelques unités à quelques dizaines, selon le Financial Times. Le sujet sera discuté le 17 octobre par Donald Trump et Volodymyr Zelensky à Washington. La Russie condamne les livraisons d'armes à Kiev par les pays occidentaux. Les États-Unis pourraient livrer à l'Ukraine un nombre très limité de missiles de croisière Tomahawk — quelques dizaines, voire seulement quelques unités, selon des estimations d'experts militaires citées par le Financial Times. Mark Cancian, ancien analyste du Pentagone, estime que Washington dispose actuellement d'environ 4 150 Tomahawk. Depuis 2022, sur les 200 missiles commandés, 120 ont déjà été utilisés au combat. Le budget de la Défense pour 2026 prévoit le financement de 57 exemplaires supplémentaires. Selon le quotidien britannique, les États-Unis souhaiteraient conserver une partie de leur arsenal pour d'éventuelles opérations contre le Venezuela. Pour Stacie Pettyjohn, directrice du Center for a New American Security (CNAS), Washington pourrait fournir entre 20 et 50 Tomahawk à Kiev — un volume qui, selon elle, ne modifierait pas de manière décisive la dynamique du conflit. Le Pentagone, de son côté, a refusé de commenter le nombre exact de missiles disponibles. La question des Tomahawk sera au centre de la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, prévue le 17 octobre à Washington. Les deux dirigeants avaient déjà évoqué la possibilité que les alliés de l'OTAN participent au financement de ces armes pour l'Ukraine. Le président américain, tout en confirmant envisager la vente de ces missiles à Kiev, a indiqué vouloir mieux comprendre leur usage et en discuter avec Vladimir Poutine. Il a reconnu que la livraison de Tomahawk représenterait une escalade significative du conflit. Le 2 octobre, lors de la séance plénière du club Valdai à Sotchi, Poutine a déclaré que l'éventuelle fourniture par les États-Unis de missiles Tomahawk à l'Ukraine n'aurait aucun impact significatif sur le déroulement du conflit. Il a rappelé que la Russie s'était déjà adaptée à la présence des missiles ATACMS et avait appris à les neutraliser. Le président russe a reconnu que les Tomahawk, bien que technologiquement datés, restaient des armes puissantes. Il a toutefois estimé que leur emploi par Kiev nuirait aux relations russo-américaines, rappelant qu'une telle utilisation serait impossible sans une implication directe des États-Unis. Il a jugé dangereuses les spéculations entourant ces livraisons et répété que les problèmes structurels de l'armée ukrainienne demeuraient inchangés. Selon lui, ni l'apport de drones ni la multiplication des systèmes d'armes ne peuvent compenser le manque de personnel. Le chef de l'État n'a pas exclu que ces annonces américaines sur les Tomahawk visent à détourner l'attention de difficultés intérieures aux États-Unis.

R. I.

JUMELAGE
HOSPITALIER

30 enfants opérés
à El-Oued

UNE ÉQUIPE médicale de l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) Sidi-Mabrouk de Constantine a effectué une trentaine d'interventions chirurgicales pédiatriques complexes à l'EHS Bachir Bennacer d'El-Oued, dans le cadre du programme national de jumelage inter-hôpitaux, ont indiqué hier les organisateurs.

Dirigée par le professeur Hicham Choutri, chef du service de chirurgie pédiatrique à l'EHS Sidi-Mabrouk, l'équipe était composée de sept chirurgiens pédiatres et d'une vingtaine de paramédicaux, a précisé le directeur de l'établissement d'El-Oued, Zakaria Nibouâ.

Cette opération, d'une durée de quatre jours, visait la prise en charge d'enfants souffrant de malformations congénitales de l'appareil digestif et génito-urinaire, dont les cas ont été jugés prioritaires lors des consultations médicales préalables, a-t-il souligné.

Tous les moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour garantir la réussite de cette mission médico-chirurgicale, qui s'inscrit dans une dynamique de proximité sanitaire. D'autres initiatives similaires sont d'ores et déjà envisagées, notamment au profit des enfants issus de familles à faibles revenus, afin de leur éviter les déplacements vers des wilayas éloignées pour bénéficier de soins spécialisés, a ajouté le responsable.

Parallèlement aux interventions chirurgicales, une session de formation médicale a été organisée au profit de praticiens locaux. Celle-ci portait sur la prise en charge des enfants atteints de malformations congénitales, renforçant ainsi les compétences du personnel médical de la région.

R. R.

TLEMCEM

Des lycées et hôpitaux
bientôt en chantier

LA WILAYA de Tlemcen s'apprête à lancer, avant la fin de l'année en cours, plusieurs projets dans les domaines de l'éducation et de la santé. C'est ce qu'a indiqué la directrice des équipements publics, Mme Zoubida Kassou.

Parmi les projets annoncés figure la réalisation d'un lycée dans la commune d'Aïn Fattah, ainsi que la construction de quatre collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les communes de Béni Bahdel, El Azail, Terny et Sebâa Chioukh. Ces infrastructures devront être prêtes pour la prochaine rentrée scolaire.

Dans le secteur de la santé, deux hôpitaux d'une capacité de 60 lits chacun seront prochainement construits dans les communes d'El Aricha et de Sidi Djilali, a précisé la même responsable.

D'autres structures seront réceptionnées avant la fin de l'année en cours, notamment un lycée à Aïn Ghoraba et des groupes scolaires dans les localités de Hennaya et El Azail, également programmés pour la prochaine rentrée.

Par ailleurs, un centre des impôts sera réceptionné à Ghazaouet, ainsi qu'un nouveau siège de la sûreté urbaine dans le quartier Boudjemil, à Mansourah.

Enfin, un service des urgences médico-chirurgicales sera livré au cours du premier trimestre de l'année prochaine dans la commune de Maghnia, a-t-on indiqué.

R. R.

CONDITIONS DE VIE DES CITOYENS À BÉJAÏA

Rencontre entre le wali et les habitants de Béni K'sila

Eau potable, aménagement et revêtement des routes, ouverture de pistes agricoles, électricité, gaz naturel, éducation, électrification rurale et agricole, santé, transport, formation professionnelle...



Ce sont autant de préoccupations soulevées lors d'une rencontre entre le wali de Béjaïa et les représentants de la commune de Béni K'sila, notamment les membres du comité du village Dejbla et les acteurs associatifs locaux.

La réunion, tenue à la résidence d'hôte du wali, a vu la présence de plusieurs directeurs de l'exécutif de wilaya, du chef de daïra d'Adekar, du maire de la commune ainsi que d'élus, dont des parlementaires. Cette rencontre d'écoute et de dialogue s'inscrit dans une série de réunions initiées par la wilaya pour permettre aux habitants des zones enclavées d'exposer directement leurs doléances et d'identifier les priorités de développement local.

Concernant le réseau routier, le cas du CW 14 a été longuement discuté. Son aménagement complet, estimé à 300 milliards de centimes, reste un chantier de grande envergure. À court terme, il a été proposé d'intervenir par étapes, en inscrivant des opéra-

tions ciblées pour traiter en priorité les glissements de terrain et affaissements qui compliquent la circulation.

Les habitants ont également insisté sur la nécessité d'ouvrir de nouvelles pistes agricoles et d'entretenir les anciennes. Il a été suggéré la création de 150 km de nouvelles pistes, en plus de la réhabilitation de 150 km existants, en vue de désenclaver les zones rurales et faciliter l'accès aux terres. L'approvisionnement en eau potable a aussi occupé une place centrale dans les échanges. Un projet d'envergure est en cours, visant à transférer l'eau de la station de dessalement de Tighremet (Toudja) vers toute la région ouest de la wilaya. Le montant engagé dépasse les 150 milliards de centimes. La station, actuellement opérationnelle à hauteur de 180 000 m³/jour, devrait atteindre prochainement une capacité de 240 000 m³/jour, permettant ainsi d'améliorer durablement la distribution en eau.

Sur le plan éducatif, les habitants ont demandé l'entretien du CEM local, notamment au niveau de l'étanchéité, et la réalisation d'un nouveau lycée. En réponse, le wali a proposé de construire au moins une annexe scolaire, afin d'éviter aux élèves, notamment les filles, de longs déplacements vers Adekar ou Azefoune.

Le chef de l'exécutif de wilaya a tenu à rappeler que la concrétisation de la démocratie participative reste au cœur de son action. Il a ainsi invité les collectivités locales et les services concernés à adopter une approche proactive pour améliorer les conditions de vie des citoyens et renforcer le développement local. Selon un communiqué de la wilaya, le wali a donné des instructions fermes pour le traitement rapide des dossiers prioritaires et urgents, tout en exigeant la préparation d'un plan pratique pour le suivi régulier des projets inscrits au profit de cette région longtemps marginalisée.

N. Bensalem

VIEILLE VILLE DE CONSTANTINE

Un lifting à 1,22 milliard de dinars

UNE ENVELOPPE initiale de 1,22 milliard de dinars a été mobilisée par la wilaya de Constantine pour lancer la première phase d'un vaste projet de réhabilitation de la vieille ville, avec pour objectif de lui redonner son lustre d'antan, ont indiqué hier les services de la wilaya.

Ce projet stratégique concernera les quartiers anciens situés dans le secteur sauvegardé, couvrant une superficie totale estimée à 83 hectares. Il comprend environ 1 140 bâtisses, dont le quartier emblématique de la Casbah, qui s'étend à lui seul sur 19 hectares, soit 22 % de la superficie globale des sites classés patrimoine culturel sauvegardé.

Selon la même source, les cahiers des charges relatifs aux études techniques ont déjà été entamés. Ces études devront permettre la restauration des bâtisses anciennes tout en veillant à préserver l'identité urbaine et le cachet historique de cette cité pluri-millénaire.

L'opération, de grande envergure, se distinguera par une approche méthodique, avec une division du projet en quatre phases distinctes, afin d'optimiser les interventions sur les différents sites concernés.

Lors d'une réunion récente au siège de la wilaya consacrée à la présentation de ce projet, le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, a insisté sur le choix rigoureux de

bureaux d'études spécialisés, dotés d'une expertise avérée en matière de restauration du patrimoine. L'objectif est de garantir un équilibre entre la préservation du caractère architectural authentique et l'introduction de solutions techniques modernes à l'intérieur des bâtisses, dans une approche mêlant authenticité et innovation.

Concernant les financements complémentaires nécessaires à la finalisation du projet, les services de la wilaya ont précisé qu'ils seront inscrits au budget 2026, dans le cadre d'un plan de développement intégré visant à restituer à la vieille ville de Constantine sa place en tant que symbole historique et culturel majeur du pays.

R. R.

« SULTANAT EL MALOUF » SIGNE SON GRAND RETOUR

Après Constantine, Dounya El-Djazairia sur scène, ce jeudi, à Alger

Au grand bonheur des mélomanes, Dounya El-Djazairia, l'une des plus grandes voix féminine du Malouf contemporain, signe son retour sur la scène algéroise avec un récital exceptionnel. « Sultanat El malouf », comme la surnomment ses pairs, se produira ce jeudi 16 d'octobre à partir de 18h à Alger, au Théâtre national « Mahieddine Bachtarzi ».



C'est dans sa ville natale, au Théâtre régional « Mohamed Tahar Fergani », que la chanteuse a donné le ton le 9 octobre dernier, renouant avec un public toujours fidèle. Ces deux rendez-vous marquent le début d'une nouvelle tournée, que Dounya El-Djazairia présente comme une ode à la transmission et à la continuité. « Le Malouf doit traverser les époques et ne jamais mourir. Tout comme il puise sa force dans le passé, il doit aussi regarder vers l'avenir », confie-t-elle avec passion.

Ainsi, ce jeudi, le public algérois pourra redécouvrir un répertoire raffiné et chargé d'émotion : Dalma, El Boughi, Zadjal Allah Akbar, Hosne El Habib et d'autres pièces emblématiques de la tradition andalouse. Mais au-delà des notes et des maqâms, c'est une mémoire vivante que l'artiste fait revivre, reliant l'héritage de feu Mohamed Taher Fergani et de Raymond Leyris à une sensibilité moderne. Révélée en 1994 dans l'épopée L'Algérie, Dounya El-Djazairia s'est imposée depuis comme une artiste complète,

capable de passer avec aisance du Malouf au chaoui, du sahraoui à l'andalou. Sa carrière l'a menée sur les plus prestigieuses scènes du monde arabe et au-delà, de l'Opéra du Caire à Carthage, en passant par le Centre culturel algérien de Paris. Présentement, elle prépare la sortie d'un nouvel album entièrement consacré au Malouf, un hommage vibrant à la tradition musicale constantinoise, mais aussi un regard tourné vers l'avenir d'un art qui refuse de s'éteindre.

A. B.

VERS UNE CULTURE CONNECTÉE

La feuille de route numérique de Bendouda

LA MINISTRE de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a présidé, ce lundi à Alger, une réunion de travail consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets numériques de son département, dans le cadre de la stratégie nationale de transformation digitale du secteur culturel. Entourée des cadres de la Direction des études prospectives, de la documentation et de l'informatique, la ministre a rappelé la nécessité d'une gestion rigoureuse des données et d'un suivi permanent des chantiers engagés. Elle a exigé des rapports détaillés sur plusieurs projets en cours, insistant sur la coordination inter-services et le respect strict des délais de mise en œuvre. Parmi les priorités évoquées, figure la plateforme numérique de la Carte de l'artiste, dont les récents dysfonctionnements techniques ont suscité des retards dans la délivrance. Mme Bendouda a ordonné leur résolution immédiate, soulignant que « le ministère ne tolérera aucun manquement portant atteinte aux droits des artistes ou à la qualité des prestations culturelles ». La ministre a également instruit ses services de renforcer la sécurité numérique et la fluidité d'utilisation des applications relevant de l'ONDA, garantissant ainsi une meilleure protection des droits d'auteur et voisins dans l'espace numérique. Le chantier du réseau national des bibliothèques a, lui aussi, été au centre des échanges. Ce projet de mise en réseau et de partage numérique vise à offrir aux chercheurs et lecteurs un accès simplifié et ouvert aux ressources documentaires. Pour la

ministre, il s'agit d'un pas décisif vers la construction d'une culture du savoir partagé et de l'accès libre à la connaissance. Mme Bendouda a, en outre, réaffirmé sa détermination à moderniser le système d'information du ministère et à ancrer la culture de la performance et de la transparence dans la gestion du service public culturel, en phase avec la politique nationale de modernisation de l'administration.

A. B.



TIZI-OUZOU

Coup d'envoi aujourd'hui de la manifestation « L'autre rive de la mémoire »

C'EST AUJOURD'HUI, mercredi, que débutera à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou la manifestation picturale de quatre jours à laquelle participeront 36 artistes peintres algériennes et tunisiennes. Cette manifestation, ayant pour socle l'exposition de tableaux de peinture, est organisée par la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Tizi-Ouzou et l'Association nationale des femmes artistes peintres (ANFAP). Intitulée « L'autre rive de la mémoire », elle constitue, selon ses organisateurs, le cœur d'un programme culturel dédié à la création féminine et au dialogue artistique entre les deux rives du Maghreb. « Sous le thème évocateur L'autre rive de la mémoire, relèvent encore les organisateurs de ce rendez-vous, premier du genre sur le plan dimensionnel, les artistes invitent le public à une traversée intérieure où la mémoire devient témoignage et passerelle entre les cultures. Les œuvres exposées explorent les résonances entre passé et présent, identité et universalité, souvenir et renaissance. »

« Au-delà de la rencontre esthétique, cette exposition s'inscrit dans le cadre des échanges culturels algéro-tunisiens, favorisant la découverte mutuelle des sensibilités artistiques et la mise en valeur de la création féminine dans l'espace maghrébin. » Il faut relever aussi que cette rencontre artistique et intellectuelle coïncide avec la célébration de la Journée nationale de l'émigration, qui rappelle le rôle de l'art comme gardien des mémoires et vecteur de transmission.

Notons enfin que pour la journée d'aujourd'hui, plus de sept artistes peintres se retrouveront dans l'espace de la galerie Mohia pour exposer leurs œuvres au regard certainement curieux du public tizi-ouzien.

De notre bureau, Saïd Tisseguine

BEJAÏA

La pièce théâtrale «Le Fil rouge» subjugue le public

LA PIÈCE THÉÂTRALE «Le Fil rouge», interprétée par Elisa Biagi, une comédienne italienne d'origine algérienne, a subjugué le public venu nombreux à la Maison de la culture «Taous Amrouche» pour assister au spectacle dans le cadre de la 14e édition du festival international de théâtre de Bejaïa. La salle «Mourad Zidiri» de la Maison de la culture qui a accueilli, dimanche soir, la pièce produite par la «compagnie libre courants», s'est avérée trop exiguë pour accueillir le public venu découvrir cette œuvre racontant le sacrifice et la bravoure des femmes algériennes pendant la Guerre de libération nationale.

La comédienne qui interprète le personnage de «Nna Nouara», sa propre grand-mère, épouse d'un membre de l'Armée de libération nationale (ALN), a donné une interprétation de son rôle empreinte d'une grande maîtrise émotionnelle et gestuelle.

Le public s'est laissé emporter dès le début de ce monodrame qui retrace, à travers le personnage de «Nna Nouara», le long parcours de la femme algérienne ayant subi les affres du colonialisme français pendant des années, mais qui l'a aussi courageusement combattu.

Pour Elisa Biagi, qui a exprimé sa fierté d'être d'origine algérienne, ce travail artistique, constitue un «rappel» de la grande histoire de toutes les femmes qui se sont sacrifiées pour l'indépendance de l'Algérie. Par ailleurs, le programme des représentations nationales, prévu à la Maison de la culture dans le cadre de ce festival, promet de beaux spectacles durant toute la semaine, à l'instar de «Ghedwa Ya Men àach», «Tro-blème Mohand-Ami», «S.D.F.», et «Hebali-ma folie».

R. C.

PRÉPARATIFS DE LA COUPE ARABE «FIFA 2025»

DÉFAITE AMÈRE POUR LES VERTS

L'équipe nationale algérienne des joueurs locaux s'est inclinée face à son homologue palestinienne sur le score de 0 à 1 (mi-temps : 0-1), lors du second match amical disputé lundi soir au stade «19 Mai 1956» d'Annaba, dans le cadre de la préparation à la Coupe Arabe «FIFA-2025», prévue au mois de décembre prochain au Qatar.



L'unique but de la rencontre a été inscrit à la 38e minute par l'attaquant palestinien, Zaid Qunbar, profitant d'une erreur défensive dans la surface algérienne et d'une sortie hasardeuse du gardien, Yacine Rayan Yousli, pour placer une tête précise dans les filets vides, à la réception d'un centre venu du flanc gauche. Après cette ouverture du score, les «Verts» ont tenté de revenir au tableau d'affichage à travers des offensives construites, principalement sur les couloirs, mais la finition a fait défaut. Le match avait pourtant débuté sur un rythme équilibré, sans occasions franches, jusqu'à la 20e minute où Rayan Djawed Kouli s'est illustré par une incursion dangereuse dans la surface palestinienne, conclue par une frappe puissante que le gardien Abdulhadi Yassine repoussa avec brio.

En seconde période, le sélectionneur Madjid Bougherra procéda à plusieurs changements, dont l'entrée remarquée d'Amir Sayoud, qui apporta davantage de vivacité à l'attaque algérienne. Par ses dribbles et

ses passes millimétrées, il déstabilisa la défense adverse et créa plusieurs occasions nettes, notamment aux 62e et 65e minutes, mais la tentative de Kouli vint s'écraser sur la transversale. A la 82e minute, la Palestine a failli aggraver le score sur une frappe puissante de Hamdan Hamed qui heurta le poteau droit du gardien Yousli, avant que la défense algérienne ne parvienne à écarter le danger de justesse. Malgré une domination algérienne dans les dernières minutes, la défense palestinienne resta solide et conserva son avantage jusqu'au coup de sifflet final. Lors de la première confrontation amicale, disputée jeudi dernier également à Annaba, la sélection algérienne A s'était imposée 3-0 (mi-temps : 3-0), grâce à un doublé de Redouane Berkane (13e et 26e) et un penalty transformé par Adel Boulbina (35e). Pour rappel, lors de la phase finale de la Coupe Arabe «FIFA 2025», l'Algérie, tenante du titre, évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak, ainsi que des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Sou-

dan. De son côté, la sélection palestinienne disputera un match barrage face à la Libye au mois de novembre prochain à Doha.

MADJID BOUGHERRA FAIT UNE ANNONCE IMPORTANTE !

Au sortir du match amical et la défaite 1 but à 0 contre la Palestine ce lundi au stade 19 mai 1956 (Annaba), Madjid Bougherra, entraîneur de la sélection A', semblait partagé sur l'impression laissée par ses protégés lors de ce rassemblement d'octobre. En tout cas, cela reste normal car après la démonstration (succès 3-0) lors du premier match face au Palestiniens jeudi dernier, ses poulains n'ont pas pu confirmer le résultat ce soir. Dès lors, le coach prévoit de changer certaines choses dès novembre prochain. A six semaines de la Coupe Arabe FIFA 2025 (1er - 18 décembre) au Qatar, l'EN A' n'est pas tout à fait prête. En effet, il a des joueurs qui ont marqué des points comme Redouane Berkane. D'autres comme le portier Mohamed Idir Hadid, coupable sur le but adverse tout comme le défenseur Hocine Dehiri, n'ont pas pu tirer leur épingle du jeu.

OUNAS, BELLOUMI ET BRAHIMI EN RENFORTS, M'BOLHI EN STAND-BY

Comme nous l'avions indiqué, Bougherra avait convoqué d'autres joueurs. Monsef Bakrar (Dinamo Zagreb/Croatie), Abdelkabar Kadri (La Gantoise/Belgique) ou encore Nadhir Benbouali (ETO FC Győr/Hongrie) étaient attendus pour ce stage. Malheureusement, leurs clubs n'ont pas voulu les libérer. Néanmoins, le Magic a annoncé que ses rangs vont se renforcer lors du regroupement de novembre. «Le stage a été bénéfique. On a essayé beaucoup de choses. Il y a des trucs positifs et d'autres à régler. On va se renforcer avec de nouveaux joueurs en vue de la Coupe Arabe», a indiqué le driver des «locaux». Selon nos informations, Adam Ounas, appelé mais finalement forfait pour blessure, ainsi que Yacine Brahimi et Mohamed Bachir Belloumi devraient être là pour le regroupement à venir qui servira à faire les ultimes retouches avant le tournoi arabe.

Pour sa part, Raïs M'Bolhi devrait être de la partie.

Madjid Bougherra (entraîneur de la sélection algérienne A') : «Cette rencontre a été l'occasion d'expérimenter un nouveau schéma tactique et d'évaluer le rendement global de l'équipe. Nous avons affronté un adversaire rigoureux, compact, qui a su fermer les espaces. Nous poursuivrons notre travail pour améliorer notre efficacité offensive et bâtir une équipe compétitive, capable de représenter dignement l'Algérie lors de la Coupe Arabe «FIFA-2025».

Houssem Dehiri (défenseur de la sélection algérienne A') : «C'est un match formateur que nous avons disputé aujourd'hui malgré la défaite. Il a mis en lumière certaines lacunes que nous tâcherons de corriger à l'avenir. Nous avons commis des erreurs défensives et manqué plusieurs occasions d'égaliser, mais l'essentiel est d'avoir tiré des enseignements utiles pour la suite de notre préparation.»

Ihab Mahmoud Hamed Abu Jazar (sélectionneur national de la Palestine A') :

«Cette rencontre a été extrêmement bénéfique pour nous. Nous avons affronté une équipe solide, tenante du titre, et ce duel nous a permis d'acquérir une expérience précieuse. Je remercie l'Algérie pour l'accueil chaleureux et le soutien constant. L'atmosphère ici nous a véritablement donné le sentiment d'être dans notre second pays.»

Zaid Qunbar (attaquant de la sélection palestinienne A' - auteur du but) :

«Il n'y a ni vainqueur ni vaincu entre l'Algérie et la Palestine. Je tiens à remercier le peuple algérien pour son accueil exceptionnel. Cette victoire est le fruit d'un travail collectif et d'une grande discipline tactique. Nous avons tiré les leçons du premier match, corrigé nos erreurs et su mettre en application les consignes du coach sur le terrain. Nous allons poursuivre notre préparation avec sérieux afin d'honorer les couleurs de la Palestine lors de la Coupe Arabe.»

QUALIF-MONDIAL-2026 (GR:G-10E J) ALGÉRIE- OUGANDA :

Tizi-Ouzou célèbre les «Verts» dans l'écho de l'équipe du FLN

UN PONT intergénérationnel footballistique a été dressé lundi à Tizi-Ouzou pour célébrer les «Verts» de l'équipe nationale, arrivés lundi en fin de matinée dans la capitale du Djurdjura. Cet événement a fait écho à l'équipe historique du FLN, représentée par Mohamed Maouche, honoré le même jour dans la wilaya. A la veille de la rencontre contre l'Ouganda, comptant pour la 10e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026, la ville de Tizi-Ouzou était en fête pour accueillir la sélection nationale. Les «Verts», reçus en héros à la placette du musée, au centre-ville. Alors que les joueurs actuels étaient célébrés au centre-ville, non loin de là, à la salle de cinéma Djurdjura, Mohamed Maouche, moudjahid et ancien membre de la glorieuse équipe du Front de libération nationale (FLN) créée en 1958, et à travers lui ses anciens

coéquipiers, ont été honorés par la direction de la culture qui a concocté un programme spécial pour l'occasion. «Fêter le présent sans oublier le sacrifice de ceux qui ont permis au football algérien d'exister est un devoir de mémoire», ont affirmé les présents lors de la projection du film documentaire «La balle de la dignité» de Rachid Diger, consacré à l'équipe historique du FLN. La ferveur qui entoure les Verts d'aujourd'hui a été l'occasion de rappeler l'esprit de sacrifice et l'engagement de l'équipe du FLN, créée le 13 avril 1958. A l'époque, en pleine Guerre de Libération nationale, des joueurs professionnels algériens, au sommet de leur carrière dans des clubs français, avaient tout abandonné pour rejoindre la Révolution. Leur mission était d'utiliser le sport comme une arme diplomatique et un porte-voix de l'indépendance de l'Algérie, prou-

vant au monde que l'Algérie était une nation», a déclaré Mohamed Haouchine, journaliste et modérateur de la séance hommage à Mohamed Maouche. L'ancien joueur de la JSK, Kamel Meftouh, présent à la projection, s'est adressé à Mohamed Maouche : «Vous nous avez permis de jouer au football en toute liberté. J'ai joué à la JSK dans l'Algérie indépendante, sans toutes les difficultés et les risques que vous avez affrontés».

Et d'ajouter : «Vous avez donné la vraie définition de la dignité».

Mohamed Maouche, qui est revenu sur la création de l'équipe du FLN et son parcours des plus honorant, a souligné de son côté que «l'histoire de l'équipe de football du FLN n'est pas celle d'une équipe, mais celle de la Révolution algérienne». Rendant hommage aux Verts et à la JSK dont il a été l'entraîneur, il a conclu que «l'Al-

gérie restera toujours debout».

Cet ancien international qui avait fait défection du Stade de Reims en 1958, a ainsi symbolisé le pont entre ces deux générations de footballeurs. Son engagement, ainsi que celui de ses coéquipiers, résonne avec la détermination des joueurs actuels. En 1958, l'enjeu était de faire entendre la voix de l'Algérie par le football, aujourd'hui, il s'agit de hisser haut le drapeau national sur la scène mondiale. Pour rappel, demain mardi, Tizi-Ouzou accueillera la rencontre entre l'équipe nationale et l'Ouganda au stade Hocine Aït-Ahmed (17h00), pour le compte de la 10e et dernière journée (Gr.G) des qualifications du Mondial-2026 de football. Les différents services de la wilaya et les services de sécurité ont pris toutes les dispositions nécessaires pour que ce rendez-vous footballistique soit une réussite.

COUPE DU MONDE 2026

QUALIFICATION HISTORIQUE DU CAP-VERT AUX DÉPENS DU CAMEROUN

Le Cap-Vert parmi les 6 premiers qualifiés africains pour la Coupe du monde 2026

C'est un exploit monumental que l'équipe du Cap-Vert, petit pays d'à peine 4 033 km², a réussi en se qualifiant à la Coupe du monde 2026 après sa victoire sur l'Eswatini (3-0). Aidés par l'apport de joueurs issus de son importante diaspora, les Requins bleus ont dominé le groupe C devant d'anciens mondialistes, le Cameroun et l'Angola.

C'est l'une des plus grosses performances dans le foot africain ces dernières années. Le Cap-Vert, pays d'à peine 550 000 habitants, 40e au classement Fifa, seulement quatre participations à la CAN, et pas qualifiée pour la Coupe d'Afrique marocaine, s'est offert un ticket royal pour la Coupe du monde 2026 ce lundi 13 octobre en battant l'Eswatini lors de la dernière journée des éliminatoires du Mondial. Les Requins bleus ont validé leur qualification dans un Estádio Nacional en fusion, porté par 15 000 spectateurs et tout un pays. Les buts de Livramento (48e) et de Willy Semedo (54e) et Stopira (90+1) ont officialisé la qualification de Ryan Mendes et de ses copains, mais il était quasiment acquis qu'ils verraient les Amériques après leur victoire le 09 septembre dernier devant le Cameroun (1-0). À moins que le rêve n'ait commencé à prendre vraiment forme lors de la cinquième journée et ce but dans les arrêts de jeu de Yannick Semedo qui offrait une petite victoire aux siens face à Maurice (1-0), mais surtout la tête du groupe D au Cap-Vert qui ne la quittera plus jamais. Le géant camerounais, huit participations à la Coupe du monde au compteur, incapable de battre l'Angola lundi (0-0) est donc tombé et devra peut-être batailler en barrage pour espérer aller au Mondial. Pendant ce temps, le sélectionneur Pedro Leitão Brito, plus connu sous le nom de Bubista, peut savourer tranquillement cette qualification. Car celle-ci porte bien sa signature. Nommé en janvier 2020 à la tête des Requins bleus, l'ancien défenseur central d'Estoril (Portugal) n'a jamais cessé de faire progresser l'équipe. Il la qualifie à la CAN 2022, après une absence en 2017 et 2019, et se fait éliminer en huitièmes de finale par le futur champion, le Sénégal. Lors de la CAN 2024, le technicien de 55 ans échoue en quarts de finale aux tirs au but après avoir éliminé la Mauritanie en huitièmes et fini premier de sa poule, devant notamment l'Égypte et le Ghana. S'il a manqué la qualification à la CAN 2025, le technicien, né à Boa Vista (Cap-Vert), s'est bien rattrapé avec cette qualification au Mondial. Si cette belle performance constitue une grosse surprise dans le monde du foot, Brito, lui, y croyait dès le début des éliminatoires. « Au fond de nous, nous savons que nous pouvons nous qualifier, et notre seul objectif est de nous battre jusqu'à notre dernier souffle pour y parvenir, déclarait-il sur le site de la Fifa après la deuxième journée. Et notamment parce que ce sera [en partie] aux États-Unis, où nous avons notre plus grande diaspora. Nous lui devons cette qualification, pour tout ce qu'elle a fait au fil des ans pour nous aider et contribuer au développement du pays. » À l'image des Cap-verdiens de la diaspora (près de 800 000), plus nombreux que les Capverdiens du pays, les joueurs nés à l'étranger ont été aussi d'une grande contribution à la qualification. Dans le onze de départ du match décisif contre le Cameroun, cinq joueurs sont nés à l'étranger, dont le buteur providentiel Livramento, natif de Rotterdam (Pays-Bas). Ils étaient ainsi quinze sur les 25 joueurs appelés par Bubista lors de la CAN 2024.



L'ALGÉRIE 12 ANS APRÈS

Absente de la Coupe du monde depuis son 8e de finale restée dans les mémoires en 2014 contre l'Allemagne, l'Algérie, qui avait vécu un traumatisme avec l'élimination en barrages contre le Cameroun pour l'édition 2022, a réussi son retour au premier plan. Malgré le changement de sélectionneur (Vladimir Petkovic a succédé à Djamel Belmadi après 2 journées) et une défaite contre la Guinée, les Fennecs ont globalement bien mené leur barque (7 victoires en 9 journées) et ils ont pu fêter la qualification devant leur public en octobre en disposant de la Somalie 3-0.

LA TUNISIE FIDÈLE AU RENDEZ-VOUS

Déjà présente lors des deux éditions précédentes, la Tunisie disputera le 7e Coupe du monde de son histoire, tout comme le Maroc, se rapprochant ainsi du record africain détenu par le Cameroun (8 apparitions avant une éventuelle en 2026). Forts d'un parcours quasi-parfait (8 victoires en 9 matchs), les Aigles de Carthage se sont qualifiés après 8 journées en arrachant la victoire dans le temps additionnel sur le terrain de la Guinée Equatoriale (1-0) en septembre 2025. Avec 9 victoires et un nul en 10 matchs pour 22 buts marqués, les hommes de Sami Trabelsi auront écrasé la concurrence. Mais c'est une autre stat, encore plus évocatrice, qui retient l'attention. Les Tunisiens n'ont pas concédé le moindre but durant cette campagne, enregistrant dix clean sheets ! Leur série aurait pu prendre fin ce lundi contre un adversai-



re déjà éliminé mais le gardien des Aigles de Carthage, Aymen Dahmene, a réalisé plusieurs parades décisives. A noter que la Côte d'Ivoire peut elle aussi finir ces qualifications sans le moindre but encaissé si elle réalise un clean-sheet mardi face au Kenya.

L'EGYPTE DE RETOUR

Privée de Coupe du monde pendant 28 ans avant de signer son retour en 2018, l'Égypte a ensuite manqué l'édition 2022. Mais

les Pharaons seront bien au rendez-vous en 2026. Avec 7 victoires en 9 journées, la bande à Mohamed Salah n'a jamais douté et, après un match nul décisif ramené de Ouagadougou en septembre face à son dauphin burkinabè (0-0), elle a validé son billet en octobre 2025 en disposant facilement de Djibouti (3-0).

LE GHANA ENCHAÎNE

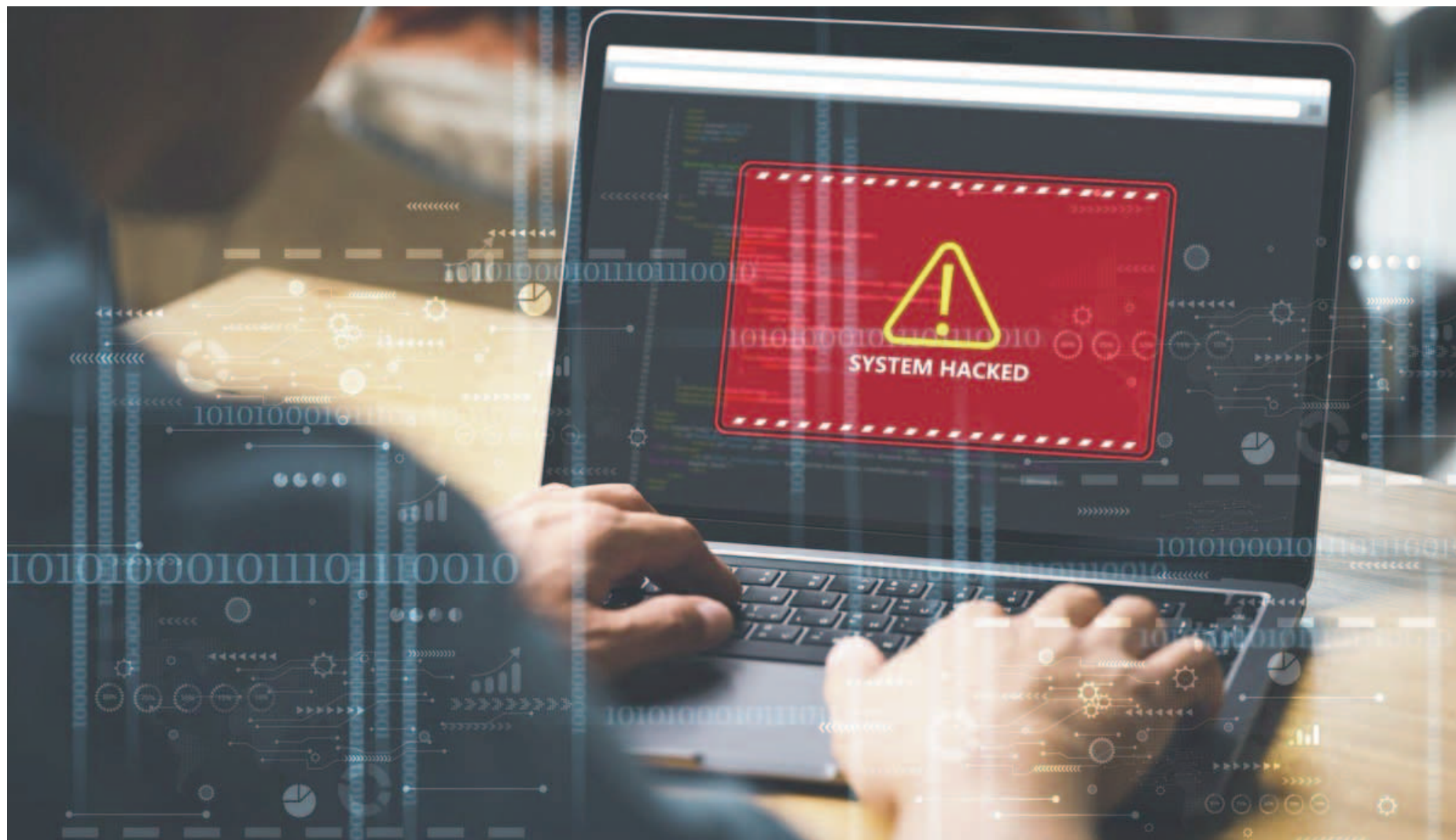
Pas qualifié pour la CAN 2025, le Ghana prend en revanche goût à la Coupe du monde. Déjà là en 2022, les Black Stars disputeront un deuxième Mondial consécutif, et le 5e de leur histoire. Après une défaite contre les Comores lors de la 2e journée (1-0), les hommes d'Otto Addo se sont bien relevés et ils ont su gagner un match décisif face au Mali en septembre 2025 (1-0) et étaient quasiment assurés de la qualification avant même leur victoire finale face aux Comores (1-0) qui leur a permis de composter leur billet lors de la dernière journée.

LE MAROC, 1ER QUALIFIÉ AFRICAIN POUR LE MONDIAL 2026

Très attendu après son parcours historique pour l'Afrique jusqu'en demi-finales au Qatar en 2022, le Maroc s'est emparé du premier billet africain pour la Coupe du monde 2026. Dans un groupe réduit à 5 équipes (au lieu de 6) suite au forfait de l'Erythrée et sans véritable rival, la bande à Walid Regragui n'a laissé place à aucun suspense, remportant tous ses matchs jusqu'à présent pour se qualifier en septembre 2025 après seulement 5 journées.

Alerte sécurité : une faille Windows critique exploitée par un malware en cavale depuis 2022

D'abord repéré dans une campagne RansomExx, PipeMagic continue de circuler trois ans plus tard. Toujours actif en 2025, ce malware modulaire exploite désormais une faille zero-day fraîchement corrigée par Microsoft.



L'histoire commence en 2022, avec l'apparition discrète d'une backdoor baptisée PipeMagic, utilisé pour infecter des entreprises via une version trojanisée de Rufus. Depuis, le malware a changé de visage, élargi son arsenal, mais pas ses ambitions. Détecté à nouveau en 2024, puis dans une série d'attaques début 2025, il a cette fois profité d'une faille Windows sévère (CVE-2025-29824 ; CVSS 7.8) pour revenir sur le devant de la scène, mêlant techniques d'infection variées, charge utile persistante et modules spécialisés pour le vol de fichiers ou l'exécution de code distant. Si Microsoft a depuis colmaté la brèche, les méthodes d'intrusion employées, elles, méritent toute votre attention.

PipeMagic, une menace discrète mais tenace

Repéré pour la première fois en 2022, PipeMagic n'a cessé de réapparaître depuis, sans jamais changer fondamentalement de logique. En 2024, il se diffusait via un faux client ChatGPT développé en Rust. L'application affichait un écran vide, mais exécutait en arrière-plan du code chiffré, capable de récupérer des modules malveillants depuis un domaine hébergé sur Azure. En janvier 2025, de nouvelles infections ont été observées au Moyen-Orient et au Brésil. Cette fois, le malware circulait sous forme de fichiers d'aide Windows piégés (.msh) et de DLL malveillantes chargées via des exécutables légitimes comme GoogleUpdate.

Le malware repose sur un canal de communication interne utilisé par les programmes pour échanger des données sur la même machine, sans passer par Internet, couplé à une interface réseau locale pour centraliser les échanges. Une fois le payload exécuté, il agit comme une porte dérobée capable de charger des modules additionnels selon les besoins des attaquants.

Certains servent à manipuler ou extraire des fichiers, d'autres à exécuter du code malveillant directement en mémoire, à contourner les antivirus en désactivant les protections de Windows (notamment AMSI, censé détecter les scripts suspects), ou encore à voler les identifiants de connexion en copiant le contenu de LSASS, processus critique contenant en

mémoire les identifiants utilisés pour l'authentification dans Windows.

C'est précisément ce dernier point qui a permis de relier PipeMagic à la faille CVE-2025-29824 corrigée par Microsoft en avril dernier.

Dans les incidents observés, les opérateurs ont utilisé ProcDump – outil classiquement détourné dans ce type d'attaque et renommé en dllhost.exe pour masquer son utilisation – de manière à extraire les identifiants contenus dans la mémoire vive. Cette méthode, documentée par Microsoft dans son propre bulletin de sécurité, permet aux attaquants d'extraire les identifiants d'un système compromis pour ensuite se déplacer latéralement dans le réseau et maintenir leur accès dans les environnements ciblés.

30 ans d'ASUS dans le graphique : une ROG Matrix GeForce RTX 5090 lancée à la GamesCom

30 ANS PASSÉS à fabriquer des cartes graphiques, ASUS a décidé de marquer le coup avec une nouvelle version du plus puissant des modèles actuels, une version en édition limitée digne de tous les superlatifs.

La carte graphique est une affaire qui marche pour la plupart des fabricants qui se prêtent au jeu d'AMD ou de NVIDIA et ce n'est certainement pas ASUS qui dira le contraire puisqu'à l'occasion de la Gamescom, la marque met en avant ses 30 ans de pratique au travers d'un anniversaire pas comme les autres.

1 000 exemplaires d'une carte exceptionnelle

Après quelques jours de teasing la semaine passée avant l'ouverture du salon de Cologne, ASUS a donc profité de la Gamescom pour annoncer de nouvelles cartes graphiques et, en particulier, une «

Édition limitée 30e anniversaire ». Design absolument unique, cette nouvelle version de la GeForce RTX 5090 n'est pas une pièce unique, mais elle ne va tout de même pas courir les rues... d'abord parce que son tirage est limité à 1 000 exemplaires ni un de plus ni un de moins, mais ensuite parce que son prix devrait piquer la rétine... sans doute autant que son design nous la taquine.

La bête se distingue effectivement par sa robe rouge et son rendu métallique qui lui donne un éclat particulier. La partie extérieure de son dissipateur thermique se distingue, elle, par l'arrondi de son extrémité lié au système de ventilation qui regroupe pas moins de quatre ventilateurs. Les trois premiers, on connaît, mais le quatrième est plus inhabituel.

Il a été positionné en face du troisième et, intégré directement à la backplate, il est là pour créer « un puissant canal d'air vertical, augmentant la pression statique jusqu'à 20 % ». Une disposition qui, toujours selon ASUS, « permet d'augmenter la densité des ailettes du dissipateur thermique à cet endroit, ce qui se traduit par des per-

formances thermiques exceptionnelles ». Là chose n'est pas nouvelle, mais ASUS souligne que sa carte « très spéciale » et son quatrième ventilateur ne génèrent pas davantage de bruit, au contraire. De fait, la technologique « refroidissement 0 dB » est toujours de mise : il s'agit de couper complètement la ventilation de la carte lorsque les tâches ne sont pas suffisamment lourdes.

Jusqu'à 800 watts de puissance !

Inutile de tourner autour du pot, cette ventilation musclée n'est pas là pour amuser la galerie, ASUS a effectivement prévu un monstre de puissance, plus encore que ne peut l'être une GeForce RTX 5090 « de base ».

ASUS annonce que sa carte peut être alimentée de deux manières : par un câble 12V-2x6 ou via le slot GC-HPWR d'une carte mère ASUS BTF. L'une ou l'autre de ces deux solutions délivre 600 watts, mais ce n'est pas suffisant pour cette carte singulière : avec une carte mère BTF, on peut effectivement « utiliser à la fois le câble 12V-2x6 et le connecteur GC-HPWR, ce

qui augmente la puissance disponible de 600 watts à 800 watts, un niveau sans précédent ».

Bien sûr, un tel usage ne sera pas destiné à n'importe qui : il s'agit pour ASUS de ravir les amateurs d'overclocking lesquels devraient trouver un compagnon à la hauteur. ASUS a d'ailleurs soigné les « accessoires » en intégrant la fonction de Memory Defroster qui a pour but – une fois activée par jumper – de « dégivrer les puces mémoire afin que les overclockers professionnels puissent éviter les bugs liés au froid lorsqu'ils tentent de battre de nouveaux records ».

Une telle puissance électrique n'est toutefois pas sans conséquences et les plus experts se souviendront de la ROG Mars II Dual GTX 580 qui, en 2011, avait été améliorée avec un PCB doté d'une couche de cuivre de trois onces. Pour la ROG Matrix GeForce RTX 5090, ce PCB spécial a été donc été reconstruit : l'objectif est « d'améliorer la dissipation thermique et de réduire les chutes de tension sur le PCB, afin d'améliorer l'overclocking et la stabilité ».

Elon Musk veut révolutionner le jeu vidéo avec son modèle d'intelligence artificielle

L'entreprise xAI planche sur un modèle d'intelligence artificielle capable de comprendre et de simuler le monde physique. Ce projet, baptisé World Model, pourrait permettre à l'IA de créer ses propres jeux vidéo dès l'année prochaine.

Selon le Financial Times, xAI développe une IA de nouvelle génération capable de reconnaître, d'interpréter et de concevoir des environnements physiques. Baptisé World Model, ce système apprend non seulement à partir de textes, mais aussi de données vidéo et robotiques — une rupture avec les modèles de langage actuels comme ChatGPT.

L'objectif est de doter l'IA d'une véritable compréhension du monde tridimensionnel, des lois de la physique et des interactions entre objets. À terme, cette technologie pourrait générer automatiquement des univers 3D interactifs, mais aussi servir au pilotage de robots autonomes.

Pour accélérer ce développement, xAI a recruté plusieurs spécialistes issus de NVIDIA, reconnus pour leur expertise en calcul graphique et en modélisation physique. Ces nouvelles recrues participent à la construction d'un modèle capable d'apprendre des environnements réels filmés, plutôt que de simples descriptions textuelles.

En se transformant en plateforme d'applications, ChatGPT se rapproche d'un système d'exploitation

L'IA créatrice de jeux vidéo

Elon Musk a annoncé sur X.com que son entreprise présenterait « un jeu entièrement généré par l'IA d'ici la fin de l'année prochaine ». Ce jeu serait la première démonstration concrète du World Model, une IA capable non seulement de produire des images ou des vidéos, mais aussi de concevoir des mondes jouables en temps réel.

Alors que les générateurs vidéo actuels, tels que Sora d'OpenAI, se limitent à produire des séquences d'images cohérentes, le modèle de xAI ambitionne d'aller plus loin.

En intégrant une compréhension des lois physiques et des interactions dynamiques, il promet une simulation bien plus réaliste — une IA capable de « penser l'espace » plutôt que de simplement l'imiter.



Pour soutenir cette ambition, xAI recrute actuellement des ingénieurs spécialisés en génération d'images, de vidéos et de contenus multimodaux, ainsi qu'un formateur dédié à son chatbot Grok, destiné à s'adapter aux mécaniques de création vidéoludique.

Une course pour simuler le monde

xAI n'est pas seule dans cette course. Meta et Google travaillent eux aussi sur des modèles capables de simuler le monde réel, dans le but de concevoir des IA dotées d'une perception spatiale. Ces projets, appelés « world models », pourraient transformer aussi bien la robotique que la

création de contenus immersifs.

Mais les obstacles restent considérables. Les entreprises doivent d'abord collecter et traiter d'immenses quantités de données visuelles pour représenter fidèlement le monde réel. Le coût de l'entraînement de tels modèles, combiné aux exigences matérielles, constitue un défi majeur, même pour les géants du secteur.

L'IA ne remplacera pas la créativité humaine

Si l'annonce suscite l'enthousiasme, elle alimente aussi le débat sur la place de l'humain dans la création. Michael Dawes, directeur de l'édition chez Larian

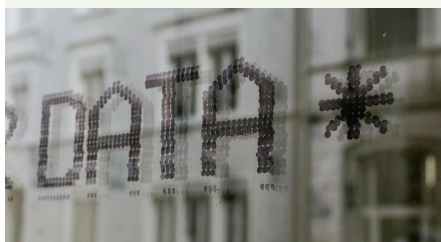
Studios (Baldur's Gate 3), tempère :

« L'IA ne résoudra pas les vrais défis du jeu vidéo, à savoir le leadership et la vision. Ce qui compte, c'est de créer un monde dans lequel les joueurs veulent vraiment s'immerger, pas une simple boucle de gameplay générée mathématiquement. »

En repoussant les limites du réalisme et de la simulation, le World Model de Musk ouvre une nouvelle ère pour l'intelligence artificielle. Mais il rappelle aussi une vérité fondamentale :

même dans un monde où les machines imaginent, c'est encore l'humain qui définit le sens du jeu.

M-iTrust et Hub One DataTrust prestataires de services d'intermédiation de données



DANS le cadre du Data Act et du Data Governance Act, l'Arcep a accordé deux premiers labels de prestataire de services d'intermédiation de données. Sont labellisés M-iTrust et Hub One DataTrust sur les données personnelles et aéroportuaires.

La France compte désormais deux prestataires de services d'intermédiation de données labellisés. Ce statut a été accordé par l'Arcep, comme l'officialise un communiqué de l'autorité administrative compétente. Sont ainsi labellisés les sociétés M-iTrust et Hub One DataTrust. La fonction de ces intermédiaires est de contribuer au développement du marché européen du partage des données. Cette ambition économique découle de l'adoption par l'UE de deux règlements. Des tiers neutres pour la mise en relation Il s'agit du règlement

sur les données (ou « Data Act ») et du règlement sur la gouvernance des données (« Data Governance Act »). Ces cadres réglementaires doivent accroître la disponibilité des données et « favoriser leur partage volontaire », souligne l'Arcep. Cependant, cet objectif ne sera atteint que si « les conditions de confiance entre les acteurs » sont réunies. C'est justement à cette confiance que doivent contribuer les PSID : les prestataires de services d'intermédiation de données.

Les PSID, rappelle l'autorité française, agissent « comme des tiers neutres pour la mise en relation des détenteurs de données avec des utilisateurs de données, par exemple sous forme de places de marché de données. »

Garantir l'authenticité des données personnelles pour M-iTrust

M-iTrust et Hub One DataTrust, désormais deux PSID labellisés, se positionnent sur deux marchés de données différents. Le premier cible les données utilisateurs, qu'il collecte à la source et en garantit l'authenticité.

L'entreprise française à l'origine de la plateforme identifie plusieurs cas d'usage commerciaux pour les données ainsi partagées, comme par exemple l'octroi de crédit à la consommation ou l'analyse de l'éligibilité des locataires dans l'immobi-

lier. Hub One DataTrust, une filiale de Hub One, opérateur télécoms du groupe ADP, se spécialise quant à lui sur l'industrie aéroportuaire. Le secteur constitue un écosystème complexe où interagissent de nombreux acteurs.

L'aéroportuaire, un secteur complexe

La préparation d'un avion pour un vol à destination de New York s'inscrit dans un créneau de deux heures faisant intervenir en moyenne 15 prestataires distincts pour la conduite des opérations, dont certaines sont interdépendantes.

« Notre objectif aujourd'hui est d'inciter ces différents prestataires à échanger les données principales du jalonnage de leurs opérations », indiquait son CEO, Jean-Sébastien Mackiewicz, lors d'une conférence début 2025.

Mais comme dans d'autres marchés régulés, dont l'assurance, les entreprises ont besoin d'être rassurées sur l'opportunité d'ouvrir leurs données. C'est pour garantir la confiance que le label PSID est attribué sous conditions.

Les candidats sont tenus de respecter « des exigences énoncées à l'article 12 du DGA, notamment en matière d'indépendance, de neutralité et de loyauté des prestataires de services d'intermédiation de données vis-à-vis des détenteurs et utilisateurs de données recourant à leurs services. »

Qualcomm s'offre Arduino : Quelles conséquences pour Raspberry Pi ?

JUSQU'À présent, le Raspberry Pi n'a pas rencontré beaucoup de concurrence sérieuse. Cela pourrait bientôt changer.

Le fabricant de puces et de modems Qualcomm a annoncé son intention d'acquérir Arduino, l'entreprise italienne de matériel et de logiciels open source au cœur de nombreux projets d'électronique interactive industrielle et amateur.

Simultanément à l'annonce de l'acquisition, Arduino a lancé l'UNO Q, un ordinateur monocarte (SBC) équipé d'une puce Qualcomm.

Selon Qualcomm, l'accord avec Arduino « dynamisera la productivité des développeurs dans tous les secteurs et préservera son approche ouverte et son esprit communautaire tout en ouvrant la voie à une plateforme full-stack pour le développement moderne ».

Qualcomm assure que les 33 millions d'utilisateurs actifs de la communauté Arduino auront accès à la pile technologique et à la portée mondiale de Qualcomm Technologies. L'entreprise a également tenu à souligner qu'Arduino conservera sa marque et sa mission et adhère pleinement à la philosophie open source de Qualcomm.

Le plus grand volcan du système solaire est haut de 21 229 mètres !



SITUÉ sur Mars, Olympus Mons est le plus grand volcan, mais aussi le plus haut relief du système solaire. Avec une hauteur de 22,2 kilomètres de la surface martienne et un diamètre de 648 kilomètres, ce volcan est presque trois fois plus haut que le mont Everest, le plus haut sommet de notre planète. C'est à peu près la hauteur de 80 tours Eiffel.

Les scientifiques estiment que la dernière éruption d'Olympus Mons est survenue il y a entre 20 et 200 millions d'années, à peu près au même moment où les dinosaures parcouraient la Terre.

Alors que certains scientifiques pensent que cette éruption sur Olympus Mons marque le dernier essoufflement de l'activité volcanique sur Mars, d'autres suggèrent que ce volcan monstrueux est toujours actif bien qu'il soit en sommeil depuis des millions d'années. Une pensée effrayante lorsque vous considérez la taille colossale du volcan.

Le pays le plus éduqué du monde !

SELON une étude menée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), le Canada est le pays le plus éduqué au monde.

En effet, le Canada est le seul pays au monde où plus de la moitié de ses habitants peuvent fièrement accrocher leurs diplômes universitaires sur leurs murs.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Que faire d'un chasseur MiG russe dans son jardin lorsqu'on déménage? Mark, de Flandre-Orientale, a décidé de mettre en vente son impressionnante décoration de jardin, avec succès. Après une semaine d'enchères intenses, qui avaient commencé à 5.250 euros, l'avion de combat soviétique a finalement changé de propriétaire mercredi soir pour la somme de 17.000 euros. "Je vais encore en profiter quelques semaines avant qu'on ne vienne le chercher."

Ce chasseur, de fabrication soviétique, appartenait à l'origine à l'armée de l'air est-allemande durant la guerre froide. Après la chute du Mur et la réunification de l'Allemagne en 1990, il a été récupéré par la Luftwaffe, l'armée de l'air réunifiée de l'Allemagne, pour ensuite connaître quelques péripéties dans différents musées néerlandais. Depuis 2006, il était suspendu au-dessus de plusieurs chars dans le musée de

Mark vend un avion de chasse soviétique pour 17.000 euros: "J'ai reçu 36 enchères au total"

la guerre d'Overloon, au sein de la section soviétique. Mais le musée a souhaité se recentrer sur son thème principal, la Seconde Guerre mondiale, et a décidé de se séparer du MiG.

Un passionné de reliques militaires

C'est ainsi que Mark, de Moerbeke-Waas, une section de la commune de Lokeren, a pu acquérir cet appareil exceptionnel. Passionné par les véhicules militaires, cet entrepreneur avait installé le MiG dans son jardin. Mais, au moment de préparer leur déménagement, lui et son épouse ont jugé qu'il était temps de trouver un nouveau propriétaire à l'avion de chasse.

Il l'a donc mis en vente sur le site de VH Auctions.

Avec succès: après une mise à prix de 5.250 euros et un total de 36 offres, le chasseur a finalement été adjugé à 17.000 euros.

En ajoutant les frais de vente (17 %) et la TVA, l'acheteur devra finalement déboursier environ 20.500 euros. Il devra également prendre en charge les frais de démontage et de transport de l'avion depuis Moerbeke vers sa nouvelle destination. Une journée de visite a également attiré plusieurs curieux. "Nous sommes très satisfaits du résultat de la vente. J'espère que l'acheteur est un passionné, afin que l'avion reste intact à l'avenir.

Avant qu'il ou elle ne vienne le chercher, je compte encore en profiter un peu. Il devra de toute façon être parti pour le 1er décembre", détaille Mark, actuellement en déplacement professionnel aux États-Unis.

Le déménagement s'annonce d'ailleurs comme un véritable défi logistique, car depuis la rue, on ne voit même pas l'avion dans le jardin de Moerbeke. L'identité du nouveau propriétaire reste pour l'instant un secret bien gardé. Il s'agirait toutefois de quelqu'un de la région. Impossible cependant de refaire voler le chasseur: il ou elle pourra tout au plus s'installer dans le cockpit entièrement d'origine... et faire semblant.

Un échange de bébé résolu après 35 ans grâce à un test ADN en Autriche



Une affaire d'échange involontaire entre deux nouveaux-nés dans un hôpital du sud de l'Autriche a été résolue près de 35 ans après les faits grâce à des tests ADN. Les deux femmes, nées à Graz en octobre 1990, se sont récemment rencontrées et ont fait connaissance avec leurs parents biologiques après avoir découvert qu'elles avaient été échangées à la naissance, rapporte la chaîne de télévision autrichienne ORF. Les

deux bébés étaient prématurés et ont donc d'abord été gardés en couveuse plutôt qu'avec leur mère, explique le journal Kronen Zeitung.

L'une des deux femmes a appris il y a des années qu'elle n'était pas l'enfant biologique du couple qui l'avait élevée. Un don de sang avait en effet révélé un groupe sanguin incompatible. Malgré de longs mois à faire des recherches dans les hôpitaux et un appel public à témoins en

2016, ses "vrais parents" sont restés introuvables. Même cas de figure pour la deuxième femme, qui a découvert il y a quelques semaines, pendant sa grossesse, que son groupe sanguin ne correspondait pas non plus à celui de ses parents. Elle a fait le lien avec l'affaire non résolue d'échange de bébés et a contacté l'autre femme. Un test ADN a pu confirmer les faits, selon ORF.

Canada: « Contender », le plus grand requin blanc du monde, a été repéré au nord de l'océan Atlantique



LE ROI DES MERS Contender, le plus grand requin blanc jamais observé au monde, a été repéré début octobre au large du Canada en train de chasser des phoques, avant d'entamer sa redescende vers la Floride pour l'hiver. Contender est de retour. Ce grand requin blanc, le plus gros du monde, a été repéré au large du golfe de Saint-Laurent (Canada) à deux reprises fin septembre et début octobre, rapporte le Daily Mail.

L'animal, équipé d'un traceur, a émis un signal le 29 septembre et un deuxième le 2 octobre. Le dispositif n'émet un signal que lorsque la nageoire dorsale du requin se trouve complètement hors de l'eau pendant suffisamment longtemps. Le dernier signal reçu remonte à janvier, quand le squal

se trouvait alors au large de la Floride.

Festin de phoques avant de retourner au sud

Le requin de 4 m de long et de près de 750 kg, âgé d'une trentaine d'années, a été équipé d'un traceur par OCEARCH, une ONG qui étudie et protège les grands animaux marins, précise le New York Post. C'est la première fois que Contender se trouve autant au nord de l'océan Atlantique; aucun autre requin observé n'y avait été aperçu jusque-là. Le grand requin blanc se nourrit actuellement de phoques, rôdant autour des colonies situées sur terre. Il fait ainsi des réserves avant de redescendre vers la Floride pour l'hiver. Sa présence permet également de réguler la population de phoques et de limiter leur consommation de poissons. En suivant ainsi Contender à la trace, les chercheurs espèrent identifier où l'espèce aime se reproduire, une donnée jusqu'ici inconnue. « Ces gros mâles âgés sont très importants car ils peuvent nous aider à comprendre où et quand se produit l'accouplement », confirme Chris Fischer, fondateur d'OCEARCH. L'espérance de vie d'un grand requin blanc étant de 70 ans environ, Contender a encore de beaux jours devant lui.

Un nouveau "point de basculement" climatique a été franchi, et il concerne les récifs coralliens

Le monde est au seuil d'une "réalité nouvelle" sous l'effet du changement climatique, et ses récifs coralliens ont quasi certainement franchi un point de basculement catastrophique, avertissent des chercheurs dans une étude de référence.



Le moment de la publication n'est pas choisi au hasard. Les négociateurs du monde entier se réunissent à Brasilia pour une pré-COP lundi et mardi, un mois avant l'ouverture de la grande conférence sur le climat (COP30) à Belém. Une équipe internationale de quelque 160 scientifiques s'est penchée sur l'état de santé de la planète en scrutant des "points de basculement" potentiels qui pousseraient ses écosystèmes au bord du gouffre. Si ces points sont franchis, un effet domino de catastrophes en cascade, souvent irréversibles, peut se déclencher. "Malheureusement, nous sommes désormais quasi certains que nous avons franchi un de ces points de basculement pour les récifs coralliens tropicaux d'eaux chaudes", confie à l'AFP l'auteur principal, Tim Lenton, chercheur en sciences de l'environnement de l'université d'Exeter (Royaume-Uni).

Une mortalité des coraux "sans précédent"

À 1,4°C de réchauffement par rapport à

l'ère pré-industrielle, ces récifs "subissent un dépérissement sans précédent, affectant la subsistance de centaines de millions de personnes qui en dépendent", ainsi que la survie d'un million d'espèces marines, concluent les scientifiques dans l'étude publiée lundi 13 octobre (Global Tipping Points Report 2025). Depuis la dernière édition de leurs travaux en 2023, ils ont observé une mortalité des coraux "sans précédent". Les récifs connaissent actuellement un épisode massif de blanchissement, signe de dépérissement, en cours depuis deux ans. Les coraux – barrières contre l'érosion et réservoirs de biodiversité, qui stockent également le carbone – blanchissent sous l'effet de la chaleur, ce qui les rend particulièrement vulnérables au réchauffement climatique.

Dans des océans plus chauds, ils expulsent les micro-organismes qui leur donnent leurs couleurs vives et leur fournissent leur nourriture, finissant par mourir de faim. Les coraux morts ne laisseront que des squelettes sans tissus vivants, qui

seront recouverts progressivement par des algues et colonisés par des organismes plus simples, avant de s'éroder et se briser. Les chercheurs estiment qu'avec à 1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle, la vaste majorité des coraux seront condamnés.

Ce seuil sera franchi dans quelques années sauf réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre.

Cette limite de réchauffement, la plus ambitieuse de l'Accord de Paris (2015), est "sur le point de s'effondrer", a récemment alerté le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Et la dépasser placerait le monde "dans une zone de danger encore plus grand", affirme Tim Lenton.

D'autres points de basculement, négatifs... et positifs

Depuis deux ans, les signes vitaux de la Terre se sont dégradés.

D'autres seuils pourraient également être franchis prochainement avec la fonte irréversible des calottes glaciaires polaires, l'effondrement de courants océaniques

cruciaux ou le dépérissement de la forêt amazonienne, où se tiendra la COP30.

"Nous nous approchons rapidement de points de basculement planétaires multiples qui pourraient transformer notre monde, avec des conséquences dévastatrices pour les humains et la nature", met en garde Tim Lenton : Cela exige des mesures immédiates et inédites des dirigeants à la COP30 et des responsables politiques dans le monde.

Mais les scientifiques soulignent aussi des avancées ces deux dernières années sur des points de basculement "positifs" susceptibles d'entraîner des effets favorables au climat en cascade.

Certains secteurs ont déjà franchi ce seuil qui rend leur développement irréversible : énergies solaire et éolienne devenus bons marchés à travers le monde et adoption des véhicules électriques, batteries de stockage d'électricité ou pompes à chaleur sur certains marchés. D'autres technologies qui n'ont pas encore atteint ce stade semblent prometteuses, comme l'hydrogène ou l'ammoniac verts.

De précieux carnets échappent à la poubelle et permettent de reconstituer la flore du passé

ENTRE la fin du XIXe siècle et le début du XXe, deux botanistes avaient méticuleusement recensé les espèces de plantes présentes dans les prairies suisses. Cent ans plus tard, des écologues ont pu comparer la biodiversité végétale d'autrefois et celle d'aujourd'hui.

Comme les déménagements, les rénovations réservent parfois des surprises ! Les équipes de l'Agroscope, le centre suisse de recherche en agriculture, en savent quelque chose. Pour que les lieux puissent se refaire une beauté, elles ont dû trier des piles entières de vieux documents. Parmi ceux-ci, une véritable pépite : des carnets laissés par les botanistes

Friedrich Stebler et Carl Schröter. Ces archives inestimables des XIXe et XXe siècles ont pourtant failli être jetées aux ordures. "Par chance, un collègue a compris qu'elles n'avaient rien à faire à la poubelle, mais qu'il s'agissait d'un trésor pour la recherche", explique le professeur Jürgen Dengler, biologiste à la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), cité par le Guardian (9 octobre 2025). Étudiant la productivité de différents types de prairies, le duo de précurseurs avait en fait entrepris de dresser des inventaires de plantes à travers la Suisse entre 1884 et 1931. Grâce à leurs comptes rendus détaillés, leurs héritiers scientifiques ont pu employer exactement la même méthode, et comparer ainsi l'évolution de la biodiversité végétale d'un siècle à l'autre.

Une fenêtre sur les prairies d'avant la révolution agricole

Pendant deux ans, une équipe de chercheurs suisses a ainsi parcouru le pays en train, en voiture et à pied, munie d'un cadre rouge de 30 centimètres sur 30. À 277 endroits, ils ont placé le cadre dans l'herbe et ont dénombré toutes les espèces végétales qui s'y trouvaient, suivant l'itinéraire tracé plus de 100 ans plus tôt par leurs compatriotes.

Seule une vingtaine de parcelles ont été exclues de l'analyse, car la prairie y a depuis disparu. "Nous avons limité nos analyses aux terrains agricoles qui en sont toujours, et non à ceux devenus des terrains de golf", précise auprès du média britannique Stefan Widmer, doctorant et responsable de la recherche sur le terrain. En revisitant ces lieux, les chercheurs espéraient en effet "ouvrir une fenêtre" sur les prairies qui existaient avant la révolution agricole des années 1950 à 1980. Car en Suisse comme dans la plu-

part des pays du monde, les inventaires systématiques n'ont commencé qu'après l'essor de l'agriculture industrielle, et on ignore donc quelles plantes poussaient dans les prairies auparavant.

Utilisation de machines et d'engrais

Les nouvelles recherches, publiées le 3 octobre dans la revue Global Change Biology, révèlent que le nombre moyen d'espèces végétales sur les prairies agricoles suisses a diminué de 26 % au cours du siècle dernier (S. Widmer et al. 2025). "La perte de biodiversité depuis lors a été massive", juge le professeur Dengler. Si les terres agricoles alpines situées à 2 000 mètres d'altitude n'ont perdu que 11 % de leur biodiversité, celles du plateau suisse – la plaine où vivent la plupart des habitants et où l'agriculture est la plus intensive –, ont en revanche connu un déclin de près de 40 %.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070) 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

www.jeune-independant.net Fondé le 28 mars 1990 QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Maison de la Presse Tahar-Djaout 1, rue Bachir-Attar, Place du 1^{er}-Mai 16016 Alger Tél. : (020) 06.44.02 (070) 25.19.19 Fax : (020) 06.38.26	Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA ***** Gérant ALI MECHERI Directeur de la publication BOUDJEDRI TAHAR (KAMEL MANSARI) ***** IMPRESSION SIMPRAL *****	PUBLICITÉ Régie pub JI Tél. : (021) 66.26.13 Fax : (021) 66.06.10 jeuneindependant@yahoo.fr CONTACTEZ AUSSI ANEP • POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité • Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger. Téléphone : (020) 05.20.91 (020) 05.10.42 Fax: (020) 05.11.48	(020) 05.13.45 (020) 05.13.77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz ***** BUREAUX RÉGIONAUX • Annaba 3, rue Ibn Khaldoun, Annaba Mob. : (0662) 18.41.81 Fax : (038) 80.20.36	• Tizi Ouzou 6, rue Capitaine Si Abdallah 15 000 Tizi Ouzou Tél. : (026) 22.95.62 Fax : (026) 22.95.62 • Constantine Maison de la persse Ahmed Taâkoucht, Constantine Tél-Fax : (031) 66.32.64 • Bejaïa	Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir Bureau N° 10 N° Tél : 034-12-66-21 Email : ljibejaia@yahoo.fr • Tipasa B.P. 66-A 42 000 Tipasa Tél. : (024) 43.60.26
--	--	---	---	---	---

© 1990-2025
Jeune-Independant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

La dyslexie est un trouble du langage écrit (lecture et écriture) d'origine neurologique présent chez l'enfant et qui peut persister à l'âge adulte. Définition, symptômes, test, cause, traitement : découverte.

La dyslexie fait partie des troubles dys. Il s'agit d'un trouble de la capacité à lire, ou difficulté à reconnaître et à reproduire le langage écrit (lecture et écriture). Ce trouble de l'apprentissage n'a aucun rapport avec l'intelligence. La dyslexie est généralement repérée dans l'enfance, lors de la scolarisation mais il peut persister à l'âge adulte. Comment se manifeste la dyslexie ? Quels sont les symptômes chez l'enfant ? L'adulte ? Quelles sont les causes qui peuvent expliquer une dyslexie ? Est-ce que la dyslexie se soigne ?

Définition : qu'est-ce que la dyslexie ?

"La dyslexie est un dysfonctionnement cérébral ayant des répercussions sur l'acquisition et l'automatisation de l'écriture et de la lecture. Il se traduit principalement par une lenteur en langage écrit et par des confusions de sons et lettres", explique le Dr Aude Charollais, neuropédiatre au CHU de Rouen. Elle concerne environ 10% de la population, et elle touche plus facilement les garçons que les filles. Il y a plus de gauchers chez les dyslexiques. "Trouble du neurodéveloppement du langage écrit, la dyslexie touche les enfants dont l'activité intellectuelle est normale", précise la neuropédiatre. Autrement dit, la dyslexie n'est pas un signe de déficit d'intelligence. On distingue trois grandes formes de dyslexie : la dyslexie phonologique, la dyslexie de surface et la dyslexie mixte.

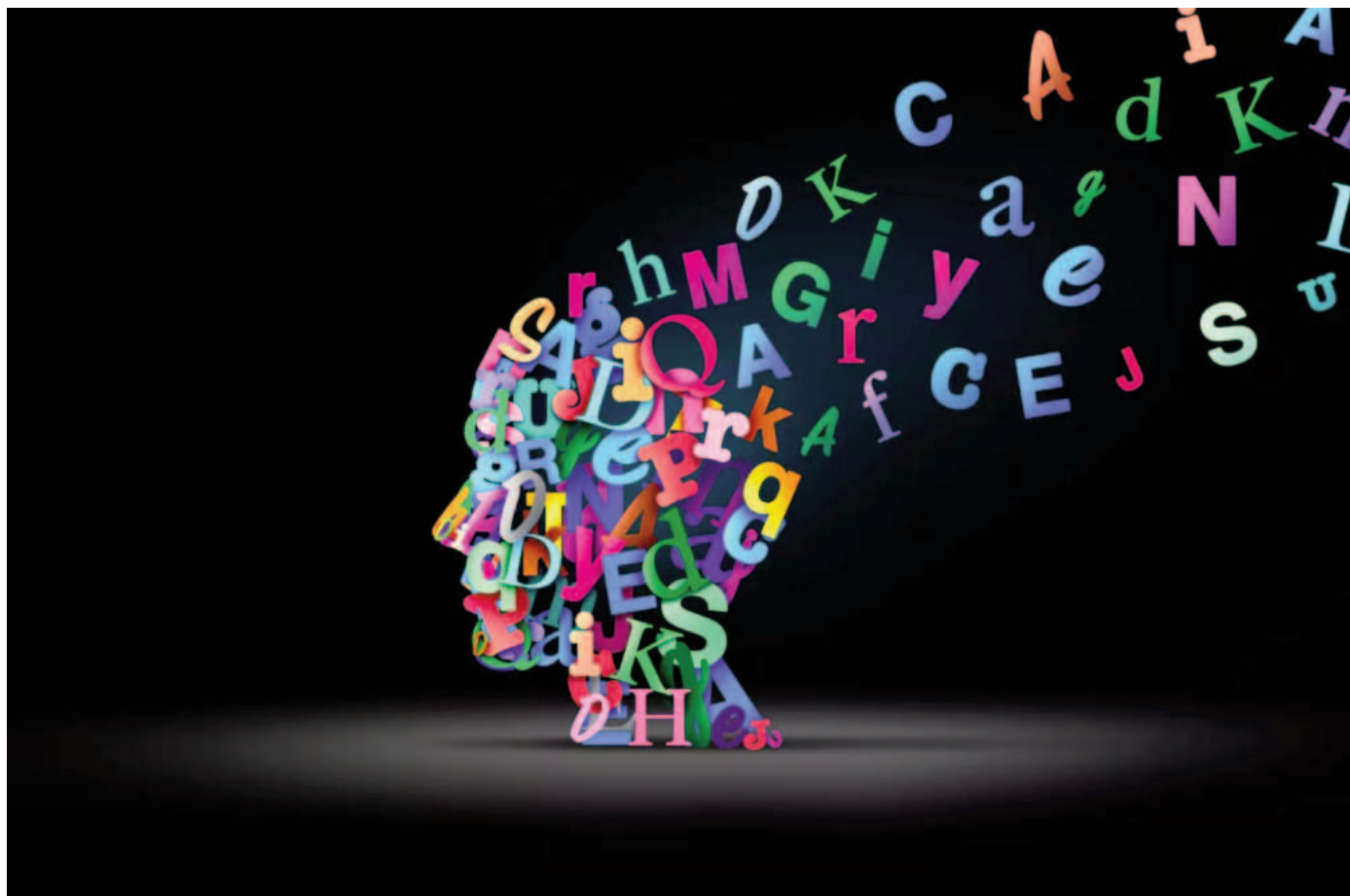
Quels sont les symptômes de la dyslexie ?

Les caractéristiques les plus marquantes de la dyslexie sont notamment :

Des confusions sonores et visuelles entre les lettres dont les graphies s'avoisinent et qui sont symétriques par rapport à un axe vertical ou même horizontal et des inversions dans les syllabes telles que pestacle pour spectacle. Une acquisition de la lecture difficile : la personne dyslexique ne parvient pas à segmenter correctement le langage. L'enfant se retrouve littéralement désorienté parmi une nébuleuse de sons et de signes, et perdu dans les règles de la grammaire.

La personne dyslexique est perdue dans l'espace et le temps, elle confond aussi

Quels sont les symptômes De la dyslexie ? Ça se soigne ?



bien le haut avec le bas, la gauche avec la droite.

La personne dyslexique a des difficultés dans la concentration et dans la mémorisation

La personne dyslexique fait des fautes sur des mots d'usage courant, autrement dit, il s'agit d'ajouter ou d'omettre des lettres aux mots.

La personne dyslexique fait preuve d'un manque de rapidité dans toutes les tâches et souffre de difficultés d'organisation personnelle (cartable, trousse...) La personne dyslexique peut avoir des difficultés pour compter de 2 en 2 par exemple ou des difficultés dans le système numérique. On constate aussi une incommodité à composer les nombres.

C'est quoi la dyslexie phonologique ?

La dyslexie phonologique, ou dysphonétique, est la plus fréquemment observée. Elle se manifeste par une difficulté du sujet à effectuer une correspondance entre le graphème (lettres BA) et le phonème (sons DA ou syllabe). On parle d'un dysfonctionnement au niveau de la voie d'assemblage.

C'est quoi la dyslexie de surface ?

La dyslexie de surface, également appelée dyslexie dysidétique, se caractérise par une difficulté à stocker l'image d'un mot ("photo" d'un mot qui ne s'écrit pas

comme il se prononce.

Par exemple : famé pour femme", précise la neuropédiatre) dans le lexique interne. On parle d'un dysfonctionnement au niveau de la voie d'adressage.

C'est quoi la dyslexie mixte ?

La dyslexie mixte présente un dysfonctionnement de la voie d'assemblage et de la voie d'adressage.

La dyslexie peut-elle n'être détectée qu'à l'âge adulte ?

"La dyslexie peut n'être diagnostiquée qu'à l'âge adulte. Souvent, quand elle était peu sévère ou quand la personne a compensé ou, au contraire a quitté tôt les apprentissages écrits.

La rééducation permet alors à l'adulte de compenser son handicap et, en général de s'approprier rapidement les outils informatisés pour être rapidement autonome. La dyslexie donne droit à des aménagements (1/3 temps supplémentaire...) pour tous les examens et concours nationaux", note la spécialiste.

Quelles sont les causes de la dyslexie ?

Depuis plusieurs années, les recherches se sont multipliées en France et à l'étranger pour comprendre l'origine de la dyslexie. "De nombreuses études évoquent l'origine génétique de la dyslexie sachant que le risque d'être dyslexique est plus important si les parents le sont. Les recherches neuropsychologiques évoquent un trouble neurodéveloppemental se révélant précocement par de discrets troubles du langage oral et de l'attention visuelle avant même l'apprentissage de la lecture.

Les études en imagerie fonctionnelle montrent des réseaux neuronaux de lecture différents avec plusieurs particularités anatomiques. Ces constats convergent vers un trouble neurodéveloppemental, au sein d'une intelligence normale, et qui peut être aggravé par une méthode de lecture inadaptée. Le diagnostic précis associé aux bonnes rééducations permet à l'enfant de compenser et d'voir pour objectif l'autonomie en langage écrit à l'âge adulte", explique la neuropédiatre.

Y a-t-il des tests de diagnostic de la dyslexie ?

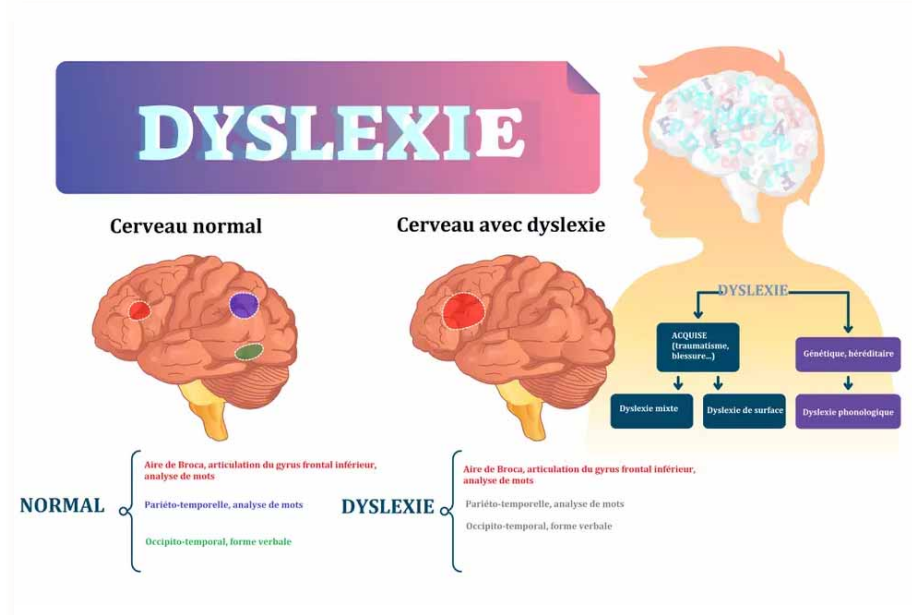
La dyslexie est diagnostiquée lors de tests mettant en évidence une lenteur de la lecture, une grande difficulté d'assemblage des syllabes pour former le mot, des confusions des lettres, et ou des problèmes de prononciations. Le diagnostic de dyslexie n'est posé qu'après constat de ces troubles associés à un retard significatif de l'apprentissage. L'orthophoniste procède à différents tests pour détecter la nature de la dyslexie.

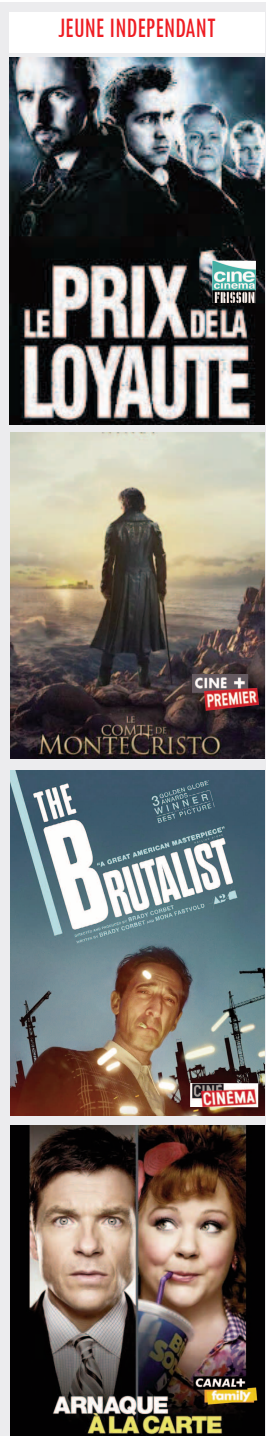
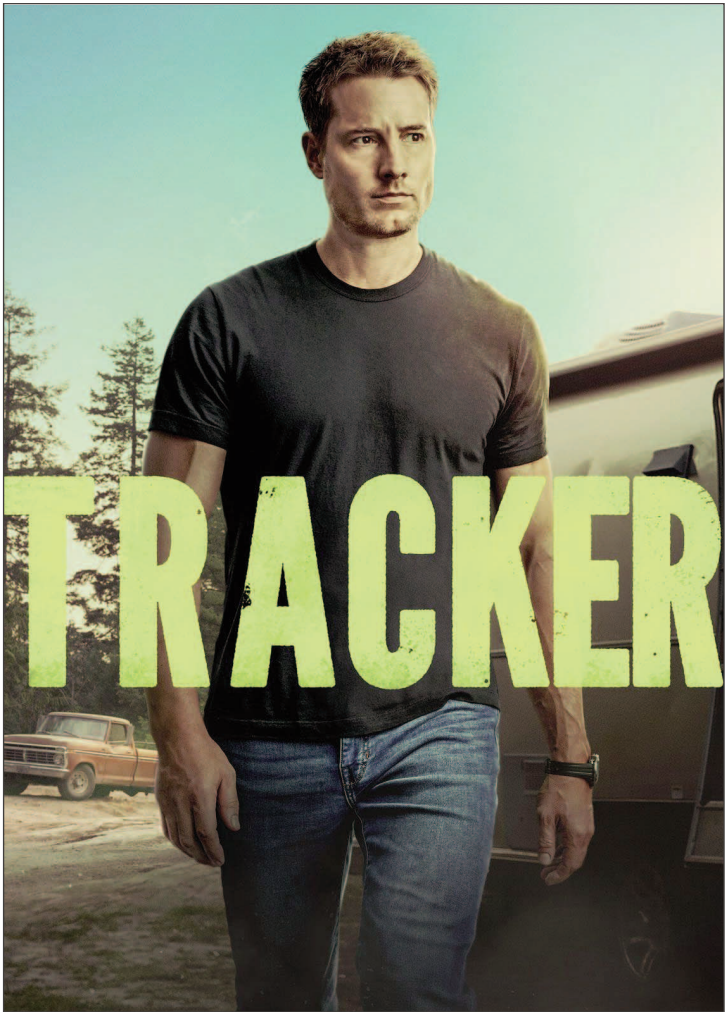
Quel est le traitement de la dyslexie ?

"Il n'y a pas de traitement, mais une prise en charge pour diminuer l'incidence de ce trouble. Quand on est dyslexique, on le reste toute sa vie mais cela ne se verra plus que dans une tâche d'apprentissage qui révélera les erreurs compensées.

La personne est à nouveau lente pour apprendre et lire et refait des fautes d'orthographe qu'elle ne faisait plus", précise le Dr Aude Charollais.

"Il est impératif de repérer le plus tôt possible l'enfant dyslexique. Parfois, au sein d'un environnement averti, on peut repérer le trouble dès la fin de maternelle. Un enfant dyslexique mal pris en charge peut altérer très sérieusement son avenir", prévient la spécialiste. Non reconnu dans ses difficultés, celui-ci peut développer des troubles du comportement (turbulents, insupportables ou au contraire passifs). L'enfant a conscience de ses capacités intellectuelles mais il échoue dans l'assimilation. L'échec est le résultat d'un décalage. La rééducation doit se faire avec l'aide d'une orthophoniste, mais nécessite souvent une équipe pluridisciplinaire (pédagogue, psychothérapeute adapté, ergothérapeute ...). L'action des parents reste primordiale dans l'accompagnement et le lien avec les différents acteurs de l'apprentissage de leur enfant dyslexique : aide à la scolarité, soutien affectif et psychologique. Il est conseillé d'assister l'orthophoniste, en faisant les exercices préconisés par ce dernier.





television

PROGRAMME DU JOUR		
21h00	Série policière Etats-Unis - 2024 Tracker	TF1
21h00	Série dramatique - France 2025 Le parfum du bonheur	2
21h00	Comédie - France 2021 Kaamelott : premier volet	6
21h00	Voyage - France 2025 Souvenirs - le fabuleux voyage de Seb et Sofyan	CANAL+
20h50	Magazine de société France Enquêtes criminelles	W9
20h50	Thriller Etats-Unis - 2008 Le prix de la loyauté	CINE + FRISSE
21h00	Film catastrophe Norvège - 2018 The Quake	6ter
21h00	Film d'aventures - France 2024 Le Comte de Monte-Cristo	CINE + PREMIER
21h00	Golf Le 5e tour	CANAL+ SPORT
21h00	Drame - Etats-Unis 2024 The Brutalist	CINE CINEMA
20h50	Comédie Etats-Unis - 2013 Arnaque à la carte	CANAL+ family
21h10	Magazine de société France Les reportages de Martin Weill	TMC



Série hospitalière (France - 2024)
Saison 3 - Épisode 1/2

Hippocrate

Dans un hôpital où le stress et l'urgence règnent en maîtres, le docteur Olivier Brun (Bouli Lanners) décide de rouvrir le service du SMUR, une mission délicate qui implique de rassembler une équipe déjà éprouvée par les crises. Il rappelle rapidement ses collègues en congé, leur faisant face à des défis inattendus. Parmi eux, David (William Lebghil), qui intègre l'équipe d'Alyson (Louise Bourgoin) pour une semaine, a pour mission de dénicher des lits disponibles dans les autres structures d'accueil, révélant ainsi les tensions sous-jacentes entre les services.

22h40
Série policière (Grande-Bretagne - 2023)
Saison 1 - Épisode 1/2

Murder Is Easy

En Angleterre, en 1954, Luke Fitzwilliam arrive du Nigeria pour travailler attaché commercial à Whitehall. Dans le train qui le mène à Londres, il se lie d'amitié avec Miss Pinkerton. Cette grand-mère lui confie qu'un tueur est en liberté dans son paisible village de Wychwood under Ashe. Sur le chemin qui la mène au siège de Scotland Yard, Miss Pinkerton trouve la mort après avoir été renversée par une voiture. Luke décide de retrouver l'assassin.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	05:03	12:15	15:25	17:52	19:16	05:08	12:19	15:30	17:57	19:20	05:22	12:34	15:44	18:12	19:35	05:14	12:24	15:39	18:06	19:25	05:29	12:40	15:51	18:19	19:41	05:42	12:43	15:47	18:11	19:35	05:37	12:48	15:59	18:27	19:49

LE JEUNE

N° 8315 — MERCREDI 15 OCTOBRE 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



	Maximales	Minimales
Alger	26°	20°
Oran	25°	19°
Constantine	24°	12°
Ouargla	35°	19°

PLAN MATTEI

L'ALGÉRIE, PREMIER PAS DE L'ITALIE EN AFRIQUE

L'Italie place l'Algérie au cœur de sa stratégie de coopération avec l'Afrique en lançant avec elle le tout premier projet du Plan Mattei. Un partenariat agricole ambitieux, pensé pour renforcer l'autosuffisance alimentaire et relancer une coopération euro-africaine fondée sur l'égalité. Un choix que le ministre italien de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Francesco Lollobrigida, qualifie de «hautement symbolique».

«L'Algérie est un partenaire principal de l'Italie pour le Plan Mattei. Ce choix reflète un lien ancien, fondé sur la confiance, le respect et une volonté commune de progresser ensemble», a déclaré le ministre dans un entretien accordé à l'agence italienne Nova. Au cœur de cette coopération renforcée, le projet «BF», un modèle concret du nouveau positionnement de l'Italie en Afrique. L'initiative vise à accompagner l'Algérie dans la conquête de son autosuffisance alimentaire, en mobilisant le savoir-faire technologique et agricole italien. Lollobrigida a expliqué que ce projet n'a pas vocation à alimenter les marchés européens, mais à répondre aux besoins locaux algériens, tout en prévoyant une ouverture future vers les marchés africains. «Il s'agit d'un partenariat gagnant-gagnant. L'Algérie gagne



Le ministre italien de l'Agriculture, Francesco Lollobrigida.

en souveraineté alimentaire et en emplois, tandis que les entreprises italiennes bénéficient d'un accès privilégié à un marché stratégique, avec un ancrage local fort», a-t-il souligné. Rome ne cache pas ses ambitions africaines. Le Plan Mattei vise à offrir une alternative européenne crédible à

l'influence croissante d'autres puissances sur le continent. Pour cela, l'Italie met en avant une coopération «équitable», s'appuyant sur l'innovation, la formation et la transfert de compétences. «L'Afrique détient 60 % des terres agricoles disponibles dans le monde. Le potentiel est immense,

mais il faut l'accompagner intelligemment», plaide le ministre italien. En s'appuyant sur l'Algérie comme porte d'entrée, l'Italie espère bâtir un modèle reproductible ailleurs en Afrique, avec un positionnement fondé sur la durabilité, le respect de la souveraineté locale et le co-développement. Le projet «BF» en Algérie devrait générer des milliers d'emplois dans plusieurs wilayas, renforcer la production nationale et participer au rééquilibrage économique régional, selon le ministre. A terme, cette coopération agricole pourrait devenir l'un des axes majeurs du partenariat algéro-italien, déjà très actif dans les domaines énergétique et industriel, a-t-il expliqué. Pour l'Italie, ce choix traduit une volonté plus large de repenser ses liens avec le Sud, en privilégiant le partenariat plutôt que l'assistance.

Meriem D.

LUTTE CONTRE LE VIH

La prévention, meilleure arme de protection

LA VOLONTÉ conjointe de l'Algérie et du programme des Nations unies de traduire les engagements politiques en actions concrètes, en plaçant la prévention au centre des stratégies de lutte contre le VIH, a été affirmé, hier, par le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudène, lors d'une rencontre tenue au siège de son département avec Soraya Alam, représentante du programme commun des Nations unies pour la lutte contre le VIH. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. M. Aït Messaoudène a affirmé, à l'occasion de cette réunion, «l'impératif d'anticiper la propagation du virus en mettant l'accent sur les actions de prévention comme levier principal de protection de la population». Ajoutant qu'il est essentiel que la prévention s'accompagne de campagnes de sensibilisation efficaces, visant toutes les catégories à risque, notamment nos jeunes», il a précisé que la lutte contre l'addiction, qui reste un facteur majeur de contamination, doit être une priorité dans les écoles et universités», tout en soutenant que la réponse nationale doit être globale et coordonnée. Pour sa part, Mme. Alam a salué l'approche du ministre et exprimé sa volonté de renforcer la coopération bilatérale, affirmant que «nous souhaitons élargir et intensifier notre partenariat afin de soutenir la prévention et améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH». Les échanges ont également mis en lumière le futur Centre national de référence pour la médecine tropicale à Tamanrasset, dont la pose de la première pierre a été effectuée récemment. Pour Mme. Alam, «ce centre représente un acquis stratégique qui renforcera les

capacités de l'Algérie en matière de surveillance des maladies épidémiques, de diagnostic et de prise en charge des infections, tout en améliorant l'accès aux soins pour les populations locales et les migrants, notamment dans les zones frontalières et celles du Sud». Ce projet illustre la volonté du pays de renforcer son infrastructure sanitaire et sa capacité à répondre efficacement aux défis épidémiologiques. Au cours de la rencontre, les deux parties ont également évoqué la nécessité de renforcer le partage d'expertise et la formation du personnel sanitaire, ainsi que l'importance du soutien technique pour améliorer la réponse nationale. Le ministre a encore une fois souligné le rôle

des campagnes éducatives et de sensibilisation, considérées comme un instrument essentiel pour réduire les comportements à risque et renforcer la vigilance dans la société. En conclusion, M. Aït Messaoudène et Mme Alam ont réaffirmé leur engagement commun à «poursuivre et approfondir la coopération dans les domaines de la prévention, de la formation, de l'échange d'expertise et du soutien technique, pour consolider la réponse nationale au VIH et promouvoir le principe de la santé pour tous, conformément aux objectifs de développement durable des Nations unies et aux priorités nationales en matière de santé publique.

Siheem B.

REMISE DE LOGEMENTS LE 1^{er} NOVEMBRE

Les walis appelés à accélérer le rythme

LE GOUVERNEMENT engage une forte mobilisation des ministères et des walis pour garantir la livraison des logements prévus dans le cadre du 71^e anniversaire de la guerre de Libération nationale. Cette opération vise à offrir aux familles des logements décents, dans les délais impartis. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. Selon le même communiqué, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mahmoud Djamaa, ainsi que son homologue du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Saïd Attia,

ont conjointement présidé, hier, une réunion en visioconférence depuis le siège du ministère, réunissant l'ensemble des walis. Dans ce contexte, il a été rappelé aux walis «l'importance de s'assurer que les logements à distribuer soient entièrement achevés, raccordés aux réseaux essentiels (eau, électricité, gaz) et dotés des infrastructures de base, telles que routes d'accès, éclairage public, établissements scolaires, structures de santé et espaces verts», a précisé le même texte. Les deux responsables ministériels ont également rappelé l'importance de la coordination entre les différents secteurs impliqués, afin d'éviter tout

retard ou dysfonctionnement dans la livraison des logements. Une attention particulière devra être portée à la transparence dans l'élaboration des listes des bénéficiaires, dans le strict respect des critères définis. Par ailleurs, le ministère a souligné que cette opération ne se limite pas à un simple acte de distribution symbolique, mais qu'elle s'inscrit dans une démarche globale de politique publique visant à renforcer la cohésion sociale, à réduire les inégalités territoriales et répondre aux aspirations légitimes des citoyens en matière de logement.

Aymen D.

QUALIFICATIONS

MONDIAL 2026 :

ALGÉRIE 2 - OUGANDA 1

Les Verts terminent sur une bonne note

DÉJÀ qualifiée pour la Coupe du monde 2026, qui aura lieu l'été prochain aux États-Unis, au Canada et au Mexique, l'Algérie a fini les qualifications en battant l'Ouganda, hier, à Tizi-Ouzou, 2 buts à 1. C'est donc presque logiquement que l'Ouganda a ouvert le score, même si les Algériens sont parvenus à égaliser plus tard dans la rencontre, sur penalty (1-1, 81'). Ce match sera une histoire de penalties, puisque les joueurs de Petkovic profitent quelques instants plus tard d'un autre penalty, mais cette fois-ci cela blesse également des joueurs.

Portée par l'élan de l'égalisation, l'équipe d'Algérie a continué d'imposer son rythme face à une formation ougandaise dépassée. La pression constante des Verts a fini par provoquer une nouvelle erreur fatale. Sur une longue ouverture aérienne en direction d'Amine Gouiri, le gardien adverse est sorti précipitamment et a complètement manqué son intervention, percutant de plein fouet l'attaquant algérien.

Un choc violent qui a contraint les deux joueurs à quitter la pelouse, blessés. Dans la foulée, l'arbitre a logiquement désigné le point de penalty. Mohamed Amoura, déjà buteur plus tôt dans la partie, s'est à nouveau illustré en transformant la sentence, devenant ainsi le meilleur buteur de ces éliminatoires avec 10 réalisations, devant Mohamed Salah. Dominateurs mais longtemps maladroits, les Fennecs l'ont emporté sur deux pénaltys transformés par Mohamed Amoura dans les dernières minutes.

Mauvaise nouvelle avec la blessure d'Amine Gouiri, touché à l'épaule et évacué sur civière.

Sur une sortie non maîtrisée, le gardien ougandais vient violemment percuter dans sa surface Amine Gouiri. En retombant, le portier se blesse lui aussi, évacué quelques instants plus tard sur civière, en position latérale de sécurité. L'intervention a été plus longue pour l'attaquant de l'OM, évacuée sur civière et en voiture, avec un bandage à la tête après de longues minutes d'intervention.

R. S.